

A1204



CNP ASSURANCES

INTERMEDIAIRE : **MARSH**
CODE : **CECA0003**
SOUSCRIPTEUR : **CNP ASSURANCES**

DATE D'EFFET DE L'AVENANT : **1^{er} JUILLET 2018**

AVENANT N°2 DE RENOUVELLEMENT

Le présent avenant a pour but d'apporter au contrat les modifications suivantes.

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que :

1. Le présent contrat est renouvelé pour la période du **1er JUILLET 2018** au **30 JUIN 2019** inclus.
2. Le paragraphe II « PLAFOND DES GARANTIES » des Conditions Particulières de la police est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant :

25.000.000 EUR par **période d'assurance**
(Montant total de garanties, y compris en cas de programme international)

Sous-limites par **période d'assurance** :

- Frais d'atténuation du risque (clauses 1.2 et 1.3) : 10% du Plafond de garantie, soit 2 500 000 EUR maximum
- Frais d'experts Assurés (clause 1.2 et 6.2) : 150 000 EUR

AU TITRE DU PRESENT CONTRAT, EST EXCLU :
TOUT **SINISTRE** RESULTANT D'UN **EVENEMENT ACCIDENTEL**,
LA GARANTIE DES PENALITES PCI-DSS (TELLE QUE DEFINIE AU 1.5. DES
CONDITIONS SPECIALES).

3. Le paragraphe IV « PRIME ANNUELLE » des Conditions Particulières de la police est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant :
 - hors frais et taxes
 - hors commission de courtage
304.500 Euros

Police XL Insurance Company SE N° FR00010859EO18A – Avenant 2– CYBER – effet 01/07/2018

4. L'article 1.1 « Garantie des pertes d'exploitation » du chapitre 1. « OBJET DES GARANTIES DOMMAGES » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

L'Assureur prend en charge :

- les pertes de **Marge brute** subies par l'**Assuré**, ainsi que
- les pertes de **Produit net bancaire** subies par l'**Assuré**, ainsi que
- les **Frais supplémentaires d'exploitation** exposés par l'**Assuré**

à la suite d'une **Atteinte informatique** ou d'une **Atteinte à la confidentialité des Données Personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

Ces garanties sont aussi prises en charges à la suite d'une interruption volontaire du **Système Informatique** de l'**Assuré** :

- lorsque cette interruption est décidée par une **Autorité administrative**, ou
- lorsque cette interruption est jugée raisonnable afin de limiter les **impacts financiers**.

5. L'article 1.2 « Garantie des frais » du chapitre 1. « OBJET DES GARANTIES DOMMAGES » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

L'Assureur prend en charge l'ensemble des **Dépenses** engagées par l'**Assuré** à la suite d'une **Atteinte informatique** découverte pendant la **Période d'assurance** dès lors que ces **Dépenses** ont pour objet :

- d'identifier et d'analyser une **Atteinte informatique**, ou
- de remettre le **Système informatique** de l'**Assuré** dans l'état dans lequel il se trouvait avant le **Sinistre**, ou
- de maintenir le fonctionnement du **Système informatique** de l'**Assuré**, ou
- de reconstituer des **Données** altérées.

L'Assureur prend en charge, les « frais d'experts d'assurés » : c'est à dire les honoraires des experts et/ou vérificateurs comptables et/ou les inspecteurs privés missionnés par l'**Assuré**, pour son compte pour l'évaluation des pertes à l'occasion d'un **Sinistre** garanti, ainsi que pour déterminer le mécanisme de celui-ci, dans la limite du paragraphe II « PLAFOND DES GARANTIES » des Conditions Particulières de la police.

Sont aussi garantis, avec l'accord écrit préalable de l'Assureur,

- les charges exceptionnelles autres que celles déjà définies ci-dessus subies par l'**Assuré**,
- les **Dépenses** ayant pour objet d'élaborer et/ou de mettre en œuvre une stratégie de communication visant à limiter toute atteinte à la réputation de l'**Assuré**, y compris la notification d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** en l'absence de toute obligation légale ou réglementaire de le faire,
- les **Dépenses** engagées auprès de tout conseil chargé de fournir une assistance juridique afin :
 - o de répondre à une obligation légale, ou
 - o de satisfaire à une injonction d'une **Autorité administrative**.
- les frais d'atténuation qui sont les frais engagés afin de prévenir ou de limiter la responsabilité civile de l'**Assuré**, dans la limite du paragraphe II « PLAFOND DES GARANTIES » des Conditions Particulières de la police.

6. L'article 1.3 « Garantie spécifique à la protection des Données personnelles » du chapitre 1. « OBJET DES GARANTIES DOMMAGES » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

L'**Assureur** prend en charge l'ensemble des **Dépenses** engagées par l'**Assuré** dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire découlant d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

Sont également garantis, avec l'accord écrit préalable de l'**Assureur** :

- les **Dépenses** ayant pour objet d'élaborer et/ou de mettre en œuvre une stratégie de communication visant à limiter toute atteinte à la réputation de l'**Assuré**,
- les **Dépenses** engagées afin de détecter et contrôler toute éventuelle utilisation impropre de **Données personnelles**,
- les **Dépenses** engagées auprès de tout conseil chargé de fournir une assistance juridique.
- les **frais d'atténuation** qui sont les **frais engagés** afin de prévenir ou de limiter la responsabilité civile de l'**Assuré** dans la limite du paragraphe II « PLAFOND DES GARANTIES » des Conditions Particulières de la police.

7. L'article 16 « Frais supplémentaire d'exploitation » du chapitre 3. « DEFINITIONS » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Toutes les **Dépenses** exposées par l'**Assuré** dans le but de réduire ou d'éviter une perte de **Marge brute** ou une perte de **Produit net d'assurance**.

Sont notamment compris les frais pour résorber les arriérés de travail (« backlog »).

Cette indemnisation ne saurait toutefois être supérieure à celle qui aurait été allouée en réparation de la perte de **Marge brute** ou de la perte de **Produit net d'assurance** qui aurait été garantie, si ces **Dépenses** n'avaient pas été engagées.

8. L'article 20 « Période d'indemnisation » du chapitre 3. « DEFINITIONS » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Pour la garantie 1.1 « Garantie des pertes d'exploitation » : 12 mois du moment où le **sinistre** produit ses effets ;

Pour les garanties 1.2 « Garantie des frais » et 1.3 « Garantie spécifique à la protection des données personnelles » : 12 mois à compter de la date de découverte par l'**Assuré** de l'**Atteinte informatique**.

9. L'article 25 « Réglementation relative aux données personnelles » du chapitre 3. « DEFINITIONS » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Toute législation ou réglementation relative à la protection des Données personnelles, et notamment le règlement européen numéro 2016/679 (« GDPR »).

10. L'article 2 « NON RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS » du chapitre 4. « EXCLUSIONS » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

TOUT SINISTRE RESULTANT DE LA VIOLATION INTENTIONNELLE PAR L'ASSURE DES LOIS OU REGLEMENTS.

Néanmoins, les **Frais de défense** seront avancés jusqu'à ce qu'il soit établi par une décision de justice insusceptible de recours ou reconnu par l'**Assuré** qu'il a commis cette violation intentionnelle des lois et règlements.

11. L'article 6.2 « Désignation de l'expert sinistre (concerne uniquement les 'frais d'experts sinistres' de la clause 1.2) » du chapitre 6. « SINISTRES » - des Conditions Spéciales de la police est supprimé et remplacé par l'article suivant :

6.2. Frais d'experts d'assurés

L'**Assuré** a le libre choix de « l'expert Assuré ». Ce choix doit être communiqué à l'**Assureur** dans les plus brefs délais après la déclaration de **Sinistre à l'Assureur**.

L'**Assureur** garantit ces « frais d'experts d'assuré » que l'**Assuré** serait amené à choisir à la suite d'un **sinistre**, sans que ce remboursement puisse excéder la limite indiquée aux conditions particulières, sans pouvoir dépasser la somme effectivement payée aux Experts.

IL N'EST PAS AUTREMENT DEROGÉ AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU PRESENT CONTRAT.

Fait à Paris, le 17 août 2018

POUR LE SOUSCRIPTEUR
SIGNATURE ET CACHET COMMERCIAL

POUR LA COMPAGNIE



XL Insurance Company SE
Représentée par XL Catlin Services SE,
succursale Française

Police XL Insurance Company SE N° FR00010859EO18A – Avenant 2– CYBER – effet 01/07/2018

CNP ASSURANCES

ASSURANCE DES

CYBER-RISQUES

Le présent contrat est régi par le code des assurances. Il est composé des présentes Conditions Générales, Conditions particulières et Conditions Spéciales. Les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Spéciales, lesquelles prévalent sur les Conditions Générales. Le présent contrat constitue le Contrat de 1ère ligne.

CONDITIONS PARTICULIERES

I. DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL DU SOUSCRIPTEUR :

CNP ASSURANCES

Société anonyme au capital social de 686 618 477 euros, entièrement libéré, entreprise régie par le Code des assurances,

Ayant son siège social au 4 Place Raoul Dautry - 75015 PARIS, enregistrée au SIREN sous le n° 341 737 062 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 341 737 062.

Représentée par Philippe VAN HAECKE dûment habilitée aux fins des présentes.

II. PLAFOND DES GARANTIES :

25.000.000 EUR par **Période d'assurance**

(Montant total de garanties, y compris en cas de programme international)

AU TITRE DU PRESENT CONTRAT, EST EXCLU :

- TOUT **SINISTRE** RESULTANT D'UN **EVENEMENT ACCIDENTEL**,
- LA GARANTIE DES PENALITES PCI-DSS (TELLE QUE DEFINIE AU 1.5. DES CONDITIONS SPECIALES).

III. FRANCHISE :

1.000.000 EUR par **Sinistre**

IV. PRIME ANNUELLE :

- hors frais et taxes
- hors commission de courtage

290.000 Euros

V. TERRITORIALITE DU CONTRAT :

MONDE ENTIER

VI. DATE D'EFFET :

1^{er} mars 2017 00h00, heure de Paris

VII. DATE D'ECHEANCE :

Date d'échéance annuelle : 1^{er} mars 2018 00h00, heure de Paris

VIII. DUREE DE L'ENGAGEMENT :

L'engagement du présent contrat est conclu pour une période de 12 mois à compter de la Date d'effet, puis se renouvellera tacitement par période de 12 mois à la Date d'échéance sauf dénonciation par l'une des parties conformément au délai de préavis indiqué ci-dessous.

IX. PREAVIS :

3 mois

X. ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR :

Assureur	Part %	Cachet Société et signature	N° de contrat
XL Insurance Company SE	100%		FR00010859EO17A

Fait à Paris, France, le 28 avril 2017, en trois exemplaires originaux.

Le présent contrat est et reste la propriété intellectuelle de Marsh. Il ne peut pas être communiqué ou révélé à un tiers sans l'accord écrit préalable de Marsh.

Pour l'Assureur,
(Signature et cachet)


XL Insurance Company SE
Représentant de XL Cyber Services SE
Société Française

Pour le Souscripteur,
(Signature et cachet)

Table des matières

CONDITIONS PARTICULIERES	2
CONDITIONS SPECIALES.....	6
1. OBJET DES GARANTIES DOMMAGES	7
1.1. Garantie des pertes d'exploitation	7
1.2. Garantie des frais	7
1.3. Garantie spécifique à la protection des Données personnelles	8
1.4. Garantie des frais de défense et des sanctions dans le cadre d'une enquête.....	8
1.5. Garantie des Pénalités PCI DSS	8
1.6. Garantie des tentatives d'extorsion informatique	9
2. OBJET DES GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE	9
2.1. Garantie des réclamations suite à une Atteinte informatique ou une Atteinte à la confidentialité des données personnelles.....	9
2.2. Garantie multimédia	9
3. DEFINITIONS	10
4. EXCLUSIONS	16
4.1. Exclusions applicables à tout le contrat	16
4.2. Exclusions spécifiques à la garantie multimédia	20
4.3. Exclusions spécifiques aux Evénements accidentels	21
5. FONCTIONNEMENT DES GARANTIES	22
5.1. Territorialité des garanties	22
5.2. Limites de garantie	22
5.3. Franchises	22
5.4. Fonctionnement dans le temps des garanties de responsabilité.....	22
6. SINISTRES	24
6.1. Déclaration de sinistre	24
6.2. Désignation de l'expert sinistre (concerne uniquement les 'frais d'experts sinistres' de la clause 1.2)	24
6.3. Défense de l'assuré.....	25

6.4.	Répartition des Impacts financiers dans le cadre de Sinistres partiellement garantis	26
6.5.	Modalités de prise en charge des frais nécessitant un accord préalable	26
6.6.	Mesures conservatoires	26
6.7.	Assurances cumulatives	26
6.8.	Subrogation et renonciations à recours	26
6.9.	Règlement des sinistres	27
6.10.	Clause de récupération	27
7.	LA VIE DU CONTRAT	28
7.1.	Date d'effet – Date d'échéance	28
7.2.	Non résiliation par l'Assureur après Sinistre	28
7.3.	Acquisition ou création de filiale	28
7.4.	Fusion ou acquisition du Souscripteur	29
7.5.	Règle proportionnelle	29
7.6.	- Résolution des différends	29
7.7.	Confidentialité	29
8.	Autres conditions dérogeant aux Conditions Générales de XL Catlin	30
	AVENANT GARANTIE « ASSISTANCE » et « FRAIS d'ASSISTANCE »	32
1.	Consultant de référence	32
2.	Expert informatique	32
3.	Consultant juridique / judiciaire	33
4.	Consultant en gestion de crise / communication	33
	CONDITIONS GENERALES XL CATLIN (CG 09 14)	34

CONDITIONS SPECIALES

Le présent contrat est établi sur la base des échanges entre le **Souscripteur** et l'**Assureur** lors de la souscription ou du renouvellement du contrat. L'ensemble de ces éléments fait partie intégrante du présent contrat.

Les garanties de responsabilité civile sont déclenchées par la **Réclamation**, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 124-5 4ème alinéa du Code des assurances dont le mécanisme est décrit dans la fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » remise au **Souscripteur** préalablement à la souscription du contrat.

Les garanties dommages sont déclenchées par la découverte du **Sinistre**.

Tout terme ou expression rédigé(e) en gras dans les Conditions particulières, les Conditions spéciales ou les Conditions générales du présent contrat, doit être interprété (e) selon les termes des définitions stipulées aux Conditions Spéciales.

Les mots et expressions au singulier incluent leur sens pluriel et vice-versa.

Les éventuelles dispositions prévues par les notes d'engagement anglaises (« Slip » ou « Market Reform Contract ») sont annulées dans toutes leurs dispositions plus restrictives que celles des Conditions Générales ou des présentes Conditions Particulières et Conditions Spéciales ou présentant par rapport à ces dernières une divergence ou une incompatibilité.

Toutes les références légales ou réglementaires citées dans le présent contrat doivent être comprises comme :

- faisant référence à toute disposition s'y substituant par l'effet d'une éventuelle modification législative ou réglementaire ultérieure, et
- incluant toutes références légales ou réglementaires équivalentes à l'étranger

L'**Assureur** (agissant en direct ou en réassurance) n'est pas réputé fournir une garantie ou payer aucune somme au titre d'un **Sinistre** ou apporter son concours, dans la mesure où la fourniture d'une telle garantie, le paiement d'un tel **Sinistre** ou la fourniture d'un tel concours exposerait l'**Assureur** à une quelconque sanction, prohibition ou restriction en vertu des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, des lois ou règlements édictés par l'Union Européenne, ou tout autre Etat imposant des sanctions économiques ou commerciales

1. OBJET DES GARANTIES DOMMAGES

Seuls sont garantis les frais engagés et les pertes constatées pendant la **Période d'indemnisation** :

1.1. Garantie des pertes d'exploitation

L'**Assureur** prend en charge :

- les pertes de **Marge brute** subies par l'**Assuré**, ainsi que
- les pertes de **Produit net d'assurance** subies par l'**Assuré**, ainsi que
- les **Frais supplémentaires d'exploitation** exposés par l'**Assuré**

à la suite d'une **Atteinte informatique** ou d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

1.2. Garantie des frais

L'**Assureur** prend en charge l'ensemble des **Dépenses** engagées par l'**Assuré** à la suite d'une **Atteinte informatique** découverte pendant la **Période d'assurance** dès lors que ces **Dépenses** ont pour objet :

- d'identifier et d'analyser une **Atteinte informatique**, ou
- de remettre le **Système informatique** de l'**Assuré** dans l'état dans lequel il se trouvait avant le **Sinistre**, ou
- de maintenir le fonctionnement du **Système informatique** de l'**Assuré**, ou
- de reconstituer des **Données** altérées.

Sont aussi garanties, avec l'accord écrit préalable de l'**Assureur**,

- les charges exceptionnelles autres que celles déjà définies ci-dessus subies par l'**Assuré**,
- les 'frais d'experts sinistres' : les honoraires des experts et/ou vérificateurs comptables et/ou les inspecteurs privés missionnés pour l'évaluation des pertes à l'occasion d'un **Sinistre** garanti, ainsi que pour déterminer le mécanisme de celui-ci,
- les **Dépenses** ayant pour objet d'élaborer et/ou de mettre en œuvre une stratégie de communication visant à limiter toute atteinte à la réputation de l'**Assuré**, y compris la notification d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** en l'absence de toute obligation légale ou réglementaire de le faire,
- les **Dépenses** engagées auprès de tout conseil chargé de fournir une assistance juridique afin :

- de répondre à une obligation légale, ou
- de satisfaire à une injonction d'une **Autorité administrative**.

1.3. Garantie spécifique à la protection des Données personnelles

L'**Assureur** prend en charge l'ensemble des **Dépenses** engagées par l'**Assuré** dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire découlant d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

Sont également garanties, avec l'accord écrit préalable de l'**Assureur** :

- les **Dépenses** ayant pour objet d'élaborer et/ou de mettre en œuvre une stratégie de communication visant à limiter toute atteinte à la réputation de l'**Assuré**,
- Les **Dépenses** engagées afin de détecter et contrôler toute éventuelle utilisation impropre de **Données personnelles**,
- les **Dépenses** engagées auprès de tout conseil chargé de fournir une assistance juridique.

1.4. Garantie des frais de défense et des sanctions dans le cadre d'une enquête

L'**Assureur** prend en charge les **Frais de défense** exposés par l'**Assuré** dans le cadre de toute **Enquête** introduite à son encontre par une **Autorité administrative** à la suite d'une **Atteinte informatique** ou d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

L'**Assureur** prend en charge les **Sanctions pécuniaires** prononcées par une **Autorité administrative** à l'encontre d'un **Assuré** suite à une **Enquête** à la suite d'une **Atteinte informatique** ou d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

1.5. Garantie des Pénalités PCI DSS

L'**Assureur** prend en charge le montant de la pénalité contractuelle mise à la charge de l'**Assuré** à la suite de toute demande écrite reçue d'un réseau de cartes de crédit / débit pour non-respect par l'**Assuré** des normes de sécurité PCI identifiées à la suite d'une **Atteinte informatique** ou d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** découverte pendant la **Période d'assurance**.

1.6. Garantie des tentatives d'extorsion informatique

L'**Assureur** prend en charge toutes **Dépenses**, y compris les fonds remis ou la valeur vénale des biens remis, engagées par l'**Assuré** avec l'accord écrit préalable de l'**Assureur** à la suite d'une **Tentative d'extorsion informatique** survenue pendant la **Période d'assurance**.

2. OBJET DES GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE

2.1. Garantie des réclamations suite à une Atteinte informatique ou une Atteinte à la confidentialité des données personnelles

L'**Assureur** prend en charge les **Frais de défense** et les **Conséquences pécuniaires** résultant de toute **Réclamation** introduite pendant la **Période d'assurance** ou la **Période subséquente** par un **Tiers** à l'encontre d'un **Assuré** mettant en jeu sa responsabilité civile, et imputable à une **Atteinte informatique** ou à une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**.

2.2. Garantie multimédia

L'**Assureur** prend en charge les **Conséquences pécuniaires** et/ou les **Frais de défense** résultant de toute **Réclamation** introduite pendant la **Période d'assurance** ou la **Période subséquente** par un **Tiers** à l'encontre d'un **Assuré** du fait de toute reproduction, publication, communication d'information ou de contenu numérisé par l'**Assuré** sur ses sites internet ainsi que sur les réseaux sociaux électroniques, et imputable à l'une ou plusieurs des fautes, réelles ou alléguées, limitativement énumérées ci-après :

- a) La diffamation, la calomnie ou l'atteinte à la réputation d'une personne physique ou morale ;
- b) La violation de tout droit de propriété intellectuelle, d'un droit d'auteur, d'un slogan, d'une marque, d'une raison sociale, d'une licence ; d'une idée, d'une information ou d'un nom de domaine ;
- c) L'atteinte au droit à la vie privée ou l'atteinte aux droits à l'image
- d) L'usurpation d'identité.

3. DEFINITIONS

1. Assuré

- Le **Souscripteur** : CNP ASSURANCES SA
- Toute entité :
 - a) filiale de CNP Assurances au sens de l'article L.233-1 du Code de commerce ;
 - b) contrôlée directement ou indirectement par CNP Assurances au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce ;
 - c) répondant à l'égard de CNP Assurances aux dispositions de l'article L.233-16 du Code de commerce relatif au périmètre de consolidation des comptes ;
 - d) tout Groupements d'Intérêt Economique (GIE, tel que défini aux articles L251-1 et suivants du code du commerce), Groupements Européens d'Intérêt Economique (GEIE), Groupements d'Intérêt Public (GIP), Groupements ou Associations, français ou étranger, ainsi que leurs filiales, administrés par CNP Assurances et par les entités reprises ci-dessus, dont notamment, le GIE CNP TI,
- Toute entité qui devient filiale en cours de **Période d'assurance** et qui répond aux critères d'intégration automatique définis à l'article 7.3 du présent contrat.

2. Assureur

XL Insurance Company SE
Contrôlé par la FCA au Royaume Uni, représentant diverses entreprises de (ré)assurance (dont des souscripteurs du Lloyd's) opérant sous la marque XL Catlin et contrôlées par la FCA et la PRA au Royaume Uni. Siège social: 20 Gracechurch Street | London | EC3V 0BG | SE000103 XL Catlin Services SE, succursale française | 50 Rue de Taitbout | 75320 Paris | France | RCS Paris 823 500 087 - ORIAS 753688

3. **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**
- Tout accès, utilisation, divulgation ou transmission non autorisé(e) ou perte de **Données personnelles** placées sous l'usage, la direction ou le contrôle de l'**Assuré**, ou
 - Toute violation réelle ou alléguée d'une **Réglementation relative aux données personnelles** par l'**Assuré**.
4. **Atteinte informatique**
- Une **Atteinte malveillante**, ou
 - Un **Evènement accidentel**
5. **Atteinte malveillante**
- Tout accès, intrusion, maintien non autorisé ou abus de droits d'accès dans le **Système informatique** de l'**Assuré** ; ou
 - Toute compromission de tout ou partie du **Système informatique** de l'**Assuré** ; ou
 - Toute introduction ou propagation de logiciels malveillants au sein du système d'information de l'**Assuré** ; ou
 - Toute utilisation non autorisée du **Système informatique** de l'**Assuré** ; ou
 - Un déni de service ou tout acte de sabotage visant à rendre inopérant tout ou partie du **Système informatique** de l'**Assuré** ; ou
 - Toute introduction, extraction, vol, reproduction, transmission, suppression, divulgation ou la modification non autorisées de **Données** contenues dans le **Système informatique** de l'**Assuré** ou utilisées par le **Système informatique** de l'**Assuré**, y compris le vol de supports physiques utilisés pour le stockage de ces données,
- commis par un **Tiers** ou non.
6. **Autorité administrative**
- Toute autorité publique, en France ou à l'étranger, dotée d'un pouvoir de contrôle et/ou de sanction y compris la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ou l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).
7. **Conséquences pécuniaires**
- Toute somme notamment les dommages-intérêts, les dépens, les frais irrépétibles de l'instance ou les indemnités transactionnelles ou tout autre montant que l'**Assuré** est individuellement ou solidairement tenu de payer en raison d'un jugement ou d'une sentence arbitrale insusceptible de recours ou bien d'un accord amiable ou d'une transaction.

8. **Dépenses** Tous les honoraires, frais et coûts raisonnables et nécessaires engagés par l'**Assuré** et qui n'auraient pas été engagés en l'absence de **Sinistre**.
9. **Dommege corporel** Toute atteinte à l'intégrité physique ou morale d'un être humain.
10. **Dommege matériel** Toute destruction, détérioration, disparition ou perte d'un bien autre qu'une **Donnée**.
11. **Données** Toutes les informations mémorisées sous forme numérique.
12. **Données personnelles** Toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée), est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale, telles que définies par le Règlement général sur la protection des données (RGPD).
13. **Enquête** Toute audition ou procédure formelle ou officielle à l'encontre d'un **Assuré** par toute **Autorité administrative**.
14. **Evènement accidentel** Tout dysfonctionnement ou panne du **Système informatique** de l'**Assuré**
15. **Frais de défense** Les honoraires et frais divers afférents à une **Réclamation** ou à une **Enquête** introduite à l'encontre d'un **Assuré** et nécessaires à sa défense.
Ces frais comprennent notamment :
- les frais d'avocats,
 - les frais d'expertise,
 - les frais de procédure et de comparution,
 - les frais de négociations.

- 16. Frais supplémentaires d'exploitation** Toutes les **Dépenses** exposées par l'**Assuré** dans le but de réduire ou d'éviter une perte de **Marge brute** ou une perte de **Produit net d'assurance**.
Cette indemnisation ne saurait toutefois être supérieure à celle qui aurait été allouée en réparation de la perte de **Marge brute** ou de la perte de **Produit net d'assurance** qui aurait été garantie, si ces **Dépenses** n'avaient pas été engagées.
- 17. Impacts financiers** L'ensemble des conséquences financières d'un **Sinistre** garanties par l'une des clauses du contrat.
- 18. Marge brute** Pour un exercice comptable donné :
- Pour les activités de distribution ou de prestations de services : le montant net des ventes, déduction faite du coût des marchandises vendues, et des charges variables d'exploitation dont il faut retrancher le montant des rabais, remises et ristournes correspondants, ou
 - pour les activités de fabrication : la valeur nette de vente de la production, déduction faite des charges variables d'exploitation.
- 19. Période d'assurance**
- Pour la première **Période d'assurance**, c'est la période comprise entre la date d'effet du contrat et sa première échéance.
 - Pour les **Périodes d'assurance** suivantes, la période comprise entre :
 - deux échéances annuelles consécutives, ou
 - la dernière échéance annuelle et la date d'effet de la résiliation ou d'expiration du présent contrat.
- 20. Période d'indemnisation**
- Pour la garantie 1.1 « Garantie des pertes d'exploitation » : 3 mois à compter de la date de découverte par l'**Assuré** de l'**Atteinte informatique** ;
 - Pour les garanties 1.2 « Garantie des frais » et 1.3 « Garantie spécifique à la protection des données personnelles » : 12 mois à compter de la date de découverte par l'**Assuré** de l'**Atteinte à la confidentialité des données personnelles** ou de l'**Atteinte informatique**.

21. **Période subséquente** La période d'une durée de 5 (cinq) ans, sauf disposition contractuelle contraire, succédant immédiatement à la date de suppression ou d'expiration d'une garantie responsabilité civile ou à la date de résiliation ou d'expiration du présent contrat, durant laquelle toute **Réclamation**, réelle ou alléguée, commise avant cette date peut être introduite à l'encontre d'un **Assuré**.
22. **Produit net d'assurance** Le **Produit net d'assurance** est un indicateur comptable. Il est égal à la somme des différentes marges générées par les activités d'assurance (marge technique, marge financière et marge administrative). Il n'inclut ni les frais généraux ni les marges générées par les actifs en face des fonds propres. Il est un indicateur phare de la communication financière du groupe CNP Assurances.
23. **Réclamation** Toute mise en cause écrite, amiable ou judiciaire, de la responsabilité civile de l'**Assuré** introduite à l'encontre d'un ou plusieurs **Assuré**.
24. **Réglementation relative aux données personnelles** La loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978, son décret d'application n°2005-1309 du 20 octobre 2005 et leurs textes subséquents, ainsi que toute législation ou réglementation relative à la protection des **Données personnelles** et leurs équivalents à l'étranger.
25. **Sanctions pécuniaires** Toute sanction pécuniaire imposée par une **Autorité administrative** et dont l'assurance ne contrevient pas à une loi, un règlement impératif ou à une décision de justice définitive insusceptible de recours.
26. **Sinistre**
- Une **Atteinte informatique**, ou
 - Une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**, ou
 - Une **Tentative d'extorsion informatique**, ou
 - Une **Réclamation**
27. **Souscripteur** La société désignée au I des Conditions Particulières du présent contrat agissant pour le compte et au profit des **Assurés**.

28. Système informatique Ensemble des ressources informatiques comprenant, notamment : les matériels informatiques, progiciels, logiciels, bases de données et périphériques, équipements, réseaux, installations électroniques de stockage de données informatiques, y compris les **Données**.

Le **Système informatique** de l'**Assuré** s'entend comme celui :

- appartenant à l'**Assuré** et/ou;
- loué, exploité ou détenu légalement par l'**Assuré** au titre d'un contrat avec le détenteur des droits sur ledit système et/ou ;
- exploité pour le compte de l'**Assuré** par un **Tiers** dans le cadre d'une relation contractuelle et/ou ;
- contractuellement mis à disposition de l'**Assuré** dans le cadre d'un système mutualisé.

29. Tiers Toute personne autre que les **Assurés**.

30. Tentative d'extorsion informatique Toute tentative d'obtenir de l'**Assuré** un engagement, une information, un bien, un service ou la remise d'une somme d'argent en le menaçant de commettre ou en commettant une **Atteinte informatique** ou une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**.

4. EXCLUSIONS

SONT EXCLUS

4.1. Exclusions applicables à tout le contrat

- 1. FAUTE INTENTIONNELLE** TOUT **SINISTRE** RESULTANT DE LA FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE (AU SENS DE L'ARTICLE L 113-1 DU CODE DES ASSURANCES) DE L'**ASSURE** OU CAUSE AVEC SA COMPLICITÉ.

Néanmoins, les **Frais de défense** seront avancés jusqu'à ce qu'il soit établi par une décision de justice insusceptible de recours ou reconnu par l'**Assuré** qu'il a bénéficié de cet avantage ou commis cette faute intentionnelle ou dolosive.
- 2. NON RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS** TOUT **SINISTRE** RESULTANT DE LA VIOLATION INTENTIONNELLE PAR L'**ASSURE** DES LOIS OU REGLEMENTS, Y COMPRIS L'AGGRAVATION DU **SINISTRE** RESULTANT DU DEFAUT OU RETARD INTENTIONNEL DE NOTIFICATION D'**ATTEINTE A LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONELLES** AUX PERSONNES CONCERNEES PAR L'**ASSURE**.
- 3. PASSE CONNU** TOUT **SINISTRE** AYANT UN IMPACT FINANCIER CONNU PAR L'**ASSURE** A LA DATE OU ANTERIEUREMENT A LA DATE D'EFFET DU PRESENT CONTRAT.

4. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

LES CONSEQUENCES PECUNIAIRES

D'ENGAGEMENTS CONTRACTUELS AYANT POUR OBJET D'AGGRAVER LA RESPONSABILITE DE L'**ASSURE** AU DELA DU DROIT COMMUN ET DES USAGES DE LA PROFESSION, SANS PREJUDICE DE LA CLAUSE 6.8.

Cette exclusion ne s'applique pas :

- à la garantie des pénalités PCI-DSS prévue au §1.5,
- lorsque les pénalités contractuelles correspondent au préjudice réellement subi par le **Tiers**

5. FRAUDE

TOUS FONDS, VALEURS MOBILIERES OU TOUS AUTRES BIENS TANGIBLES DETOURNES.

TOUTES MONNAIES VIRTUELLES, TOUS OBJETS VIRTUELS OU COMPTES PROVENANT DES JEUX VIDEOS, OU TOUS AUTRES BIENS INTANGIBLES DETOURNES.

6. DOMMAGES CORPORELS

TOUT **DOMMAGE CORPOREL**, sauf s'il s'agit d'un préjudice moral garanti au titre de la garantie 2.2 « garantie multimédia » ou d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**.

7. DOMMAGES MATERIELS

TOUT **DOMMAGE MATERIEL** AINSI QUE TOUS LES PREJUDICES AYANT COMME CAUSE DIRECTE CE **DOMMAGE MATERIEL**.

8. CORRECTIF DE SECURITE

TOUT **SINISTRE** RESULTANT DU NON RESPECT VOLONTAIRE PAR L'**ASSURE**, DE LA PROCEDURE INTERNE D'APPLICATION DES CORRECTIFS DE VULNERABILITE.

9. COLLECTES DE DONNEES TOUTES LES CONSEQUENCES RESULTANT :

- DE LA COLLECTE INTENTIONNELLE PAR L'**ASSURE** DE **DONNEES PERSONNELLES** LORSQUE CETTE COLLECTE EST ILLICITE OU PROHIBEE,
- D'UN DEFAUT INTENTIONNEL D'INFORMATION SUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DE **DONNEES PERSONNELLES** AINSI QUE LA FINALITE DE CE TRAITEMENT REALISE PAR L'**ASSURE**.

Néanmoins, les **Frais de défense** seront avancés jusqu'à ce qu'il soit établi par une décision de justice insusceptible de recours ou reconnu par l'**Assuré** que la collecte de données ou le défaut d'information revêt un caractère intentionnel.

10. ASSURE CONTRE ASSURE

TOUTE **RECLAMATION** FORMULEE PAR OU POUR LE COMPTE D'UN **ASSURE**.

Il est précisé que restent couverts les recours des **Assurés** entre eux lorsque leur **Réclamation** résulte directement d'une première **Réclamation** formulée à leur rencontre par un **Tiers**.

11. BREVET / ANTI CONCURRENCE

TOUTE **RECLAMATION** FONDEE SUR OU RESULTANT DES ACTES COMMIS PAR L'**ASSURE** SUIVANT :

- D'UN MANQUEMENT, D'UNE VIOLATION, D'UNE CONTREFAÇON, D'UNE DIVULGATION, D'UNE UTILISATION FRAUDULEUSE OU D'UN DETOURNEMENT DE TOUT BREVET ET/OU SECRET DE FABRIQUE ;
- DE TOUT ACTE REEL OU ALLEGUE DE CONCURRENCE DELOYALE OU DE TOUT TYPE DE COMPORTEMENT ANTICONCURRENTIEL ;
- DE TOUTE PUBLICITE MENSONGERE

Les deux derniers points de cette exclusion ne s'applique pas à la garantie 2.2 : « garantie multimédia »

- 12. RECOURS EN QUALITE D’ACTIONNAIRE** TOUT **SINISTRE** RESULTANT DE TOUTE RECLAMATION INTRODUITE PAR OU POUR LE COMPTE DE TOUT ACTIONNAIRE VISANT A REPARER UN PREJUDICE SUBI EN SA QUALITE D’ACTIONNAIRE DE L’**ASSURE**.
- 13. RC PRODUIT ET PROFESSIONNELLE** TOUTE **RECLAMATION**, UNIQUEMENT FONDEE SUR, OU AYANT POUR SEULE ORIGINE, L’EXECUTION OU LA FOURNITURE DE PRODUITS OU DE SERVICES.
- 14. AMELIORATION DU SYSTEME INFORMATIQUE**
- LES **DEPENSES** ENGAGEES POUR RENDRE LE **SYSTEME INFORMATIQUE** PLUS PERFORMANT QUE L’ETAT DE PERFORMANCE DANS LEQUEL IL SE TROUVAIT ANTERIEUREMENT A LA SURVENANCE DU **SINISTRE**, SAUF DANS LE CAS OU LA TECHNOLOGIE UTILISEE AVANT L’INCIDENT DE SECURITE N’EXISTE PLUS.
 - LES DEPENSES ENGAGEES POUR CORRIGER LES ERREURS OU VULNERABILITES D’UN LOGICIEL.
- Il est précisé que la garantie reste acquise lorsque ces **Dépenses** sont nécessaires, à dire d’expert, pour mettre fin à une **Atteinte malveillante** garantie.
- 15. ACTIF IMMATERIEL** LA VALEUR ECONOMIQUE OU LA VALEUR DE MARCHE DES DONNEES
- Il est précisé que la valeur de rachat des **Données** qui ne peuvent être reconstituées dans le cadre de la garantie 1.2 reste couverte
- 16. PORTION MULTIPLE DES DOMMAGES-INTERETS** AUX ETATS-UNIS UNIQUEMENT, LA PORTION MULTIPLE DES DOMMAGES-INTERETS MULTIPLIES PAR L’EFFET DE LA LOI (« MULTIPLIED PORTION OF MULTIPLIED DAMAGES ») MISE A LA CHARGE DE L’**ASSURE**.

17. IMPOTS ET SANCTIONS

LES IMPOTS ET TAXES, LES AMENDES, SANCTIONS PECUNIAIRES AUTRES QUE CELLES PRONONCEES PAR UNE **AUTORITE ADMINISTRATIVE**.

Cette exclusion ne s'applique pas à l'indemnité accordée à un **Tiers** en réparation du préjudice qu'il a subi dans le cadre d'un **Sinistre**

4.2. Exclusions spécifiques à la garantie multimédia

18. LOGICIEL

LES CONSEQUENCES RESULTANT DE TOUTE ATTEINTE A UN DROIT D'AUTEUR PORTANT SUR UN LOGICIEL, UN CODE INFORMATIQUE OU UNE LICENCE DE LOGICIEL.

19. REDEVANCES

LES FRAIS OU REDEVANCES DE LICENCE OU ROYALTIES QUE L'**ASSURE** DOIT REGLER POUR CONTINUER A EXPLOITER UN DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.

4.3. Exclusions spécifiques aux Evénements accidentels

- | | |
|--|--|
| 20. PANNES EXTERIEURES | LES IMPACTS FINANCIERS D'UNE PANNE OU D'UN DYSFONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TELECOMMUNICATION OU DE FOURNITURE D'ENERGIE QUI NE SONT PAS SOUS LE CONTROLE DIRECT DE L' ASSURE . |
| 21. ERREUR DE PROGRAMMATION | LES IMPACTS FINANCIERS RESULTANT D'ERREURS, OMISSIONS OU NEGLIGENCE COMMISES LORS DE LA CONCEPTION, DU DEVELOPPEMENT OU DE L'INTEGRATION DU SYSTEME INFORMATIQUE DE L' ASSURE . |
| 22. USURE | LES IMPACTS FINANCIERS DE L'USURE, LA FATIGUE OU LE VIEILLISSEMENT DES INSTALLATIONS ELECTRONIQUES ET AUTRES BIENS UTILISES PAR L' ASSURE RESULTANT D'UNE EXPLOITATION NORMALE OU DE LA DETERIORATION PROGRESSIVE ET QUI SONT GENERALEMENT OU QUI PEUVENT ETRE COUVERTS PAR UN CONTRAT DE MAINTENANCE. |
| 23. SOUS-DIMENSIONNEMENT VOLONTAIRE | LES IMPACTS FINANCIERS RESULTANT DU SOUS-DIMENSIONNEMENT VOLONTAIRE (RECONNU A DIRE D'EXPERT) PAR L' ASSURE OU POUR SON COMPTE DU SYSTEME INFORMATIQUE DE L' ASSURE . |

Il est précisé que toutes les exclusions de la section 4.3 ne sont pas applicables en cas d'**Atteintes à la confidentialité des données personnelles**.

5. FONCTIONNEMENT DES GARANTIES

5.1. Territorialité des garanties

Les garanties du présent Contrat s'exercent dans le monde entier, sauf stipulation contraire indiquée aux Conditions Particulières.

5.2. Limites de garantie

Le montant total des garanties accordé au titre du présent Contrat est indiqué aux Dispositions Particulières.

Le montant total des garanties correspond à l'engagement maximum de l'**Assureur** par **Période d'assurance** et pour la totalité des **Sinistres** indemnifiables au titre du présent Contrat.

5.3. Franchises

Le montant des franchises applicables à chaque garantie est indiqué aux Conditions Particulières.

Dans l'hypothèse où un même **Sinistre** mettrait en jeu plusieurs garanties du présent contrat, il sera fait application de la franchise la plus élevée.

5.4. Fonctionnement dans le temps des garanties de responsabilité

5.4.1. Déclenchement par la Réclamation

Les garanties de responsabilité sont déclenchées par la **Réclamation**, conformément à l'article L. 124-5 du Code des assurances.

La garantie déclenchée par la **Réclamation** couvre l'**Assuré** contre les **Conséquences pécuniaires** des **Sinistres**, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première **Réclamation** est adressée à l'**Assuré** ou à l'**Assureur**, entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration du délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des **Sinistres**.

Toutefois, la garantie ne couvre les **Sinistres** dont le fait dommageable a été connu de l'**Assuré** postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où

l'**Assuré** a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'**Assureur** ne couvre pas l'**Assuré** contre les **Conséquences pécuniaires des Sinistres** s'il établit que l'**Assuré** avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le présent contrat est régi par les dispositions de la « Convention de gestion des sinistres portant sur l'application de la garantie dans le temps notamment sur la détermination du passé connu/passé inconnu en assurance de responsabilité civile (hors RC médicale) » adoptée par l'Assemblée Générale de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) le 18 décembre 2007 ou toute disposition s'y substituant par l'effet d'une éventuelle modification ultérieure.

5.4.2. Durée de la Période subséquente

La durée de la **Période subséquente** est de cinq (5) ans.

5.4.3. Montant de la garantie subséquente

Le plafond de garantie déclenchée pendant la **Période subséquente** est égal au plafond de garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation ou d'expiration du contrat.

Ce plafond s'épuise par tout règlement d'indemnité ou de frais versés par l'**Assureur** au cours de la **Période subséquente** sans qu'il puisse être reconstitué.

5.4.4. Contrats successifs

Lorsqu'un même **Sinistre** est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application du quatrième et du cinquième alinéa de l'article L. 121-4 du Code des assurances sur les assurances de même nature.

6. SINISTRES

Les dispositions qui suivent s'appliquent à l'ensemble des garanties du présent contrat.

6.1. Déclaration de sinistre

Par dérogation aux Conditions Générales et dès que possible, l'**Assuré** ou les **Assurés** ont l'obligation d'informer l'**Assureur** par écrit de :

- toute **Réclamation** introduite pendant la **Période d'assurance** ou la **Période subséquente**, sauf lorsque la **Réclamation** doit être déclarée à l'ancien **Assureur** de l'**Assuré** dans les cas prévus dans la fiche d'information relative au fonctionnement des garanties « responsabilité civile » dans le temps remise au **Souscripteur** ;
- tout **Sinistre** découvert pendant la **période d'assurance**.

Tous les **Impacts financiers** résultant d'un même **Sinistre** ou d'une même série de **Sinistres** seront rattachés à la **période d'assurance** pendant laquelle le **sinistre** a été déclaré à l'**assureur**.

Seront considérés comme un seul et même **Sinistre**, les **Sinistres** résultant d'une même cause technique.

Si pendant la **Période d'assurance** ou la **Période subséquente**, l'**Assuré** a connaissance de faits ou de circonstances qui sont susceptibles de constituer un **Sinistre**, il peut :

- notifier à l'**Assureur** par écrit ces faits ou circonstances, et
- expliciter les raisons pour lesquelles ils anticipent un **Sinistre**.

En conséquence, un **Sinistre** attribuable à ces faits ou circonstances préalablement déclarés à l'**Assureur**, sera considéré comme ayant été déclaré à la date de la première notification.

6.2. Désignation de l'expert sinistre (concerne uniquement les 'frais d'experts sinistres' de la clause 1.2)

L'**Assuré** a le libre choix de l'expert, sous réserve de l'accord écrit de l'**Assureur**.

Ce choix doit être communiqué à l'**Assureur** dans les plus brefs délais après la déclaration de **Sinistre** à l'**Assureur**.

Dans tous les cas, seul l'**Assureur** donne mission à l'expert choisi par l'**Assuré**.

6.3. Défense de l'assuré

6.3.1. Procédure

Les **Assurés** ont l'obligation de se défendre quel que soit l'auteur ou la nature de la **réclamation**. Ils ont le libre choix de leur conseil. Seuls les **Frais de défense** autorisés par l'**Assureur** feront l'objet d'un règlement ; l'**Assureur** ne pourra refuser ce règlement sans motif valable.

L'**Assureur** n'est pas dans l'obligation de pourvoir à la défense des **Assurés**.

Dans tous les cas, l'**Assureur** peut s'associer à la défense des **Assurés** dans le cadre de toute procédure ou transaction. Les **Assurés** ont l'obligation d'apporter toute information qui peut être réclamée par l'**Assureur** en relation directe avec la **Réclamation** qui serait susceptible de mettre en jeu les garanties du présent contrat.

Toutefois en cas de désaccord avec l'**Assuré**, l'**Assureur** peut décider, dans la limite de sa garantie, d'assumer la défense de l'**Assuré** devant les juridictions civiles, commerciales, administratives ou arbitrales, diriger le procès et exercer librement les voies de recours.

Devant les juridictions pénales, l'**Assureur** peut seulement s'associer à la défense de l'**Assuré** qui en conserve la maîtrise, à l'exception de la défense de ses intérêts civils que l'**Assureur** peut décider d'assumer et des voies de recours qu'il peut librement exercer lorsque l'intérêt pénal de l'**Assuré** n'est plus en jeu.

6.3.2. Transaction

L'**assuré** a le droit de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit.

Cependant, **AUCUNE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE, AUCUNE TRANSACTION INTERVENUES EN DEHORS DE L'ASSUREUR, NE LUI SONT OPPOSABLES**. Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu de la matérialité d'un fait, conformément à l'article L. 124-2 du Code des assurances.

Si l'**Assuré** refuse la transaction, les **Impacts financiers** engagés à compter de la proposition de la transaction pour le **Sinistre** en cause ne pourront excéder le montant qui aurait été versé par l'**Assuré** dans le cadre de cette transaction.

6.4. Répartition des Impacts financiers dans le cadre de Sinistres partiellement garantis

Lorsqu'un **Sinistre** porte à la fois sur des risques garantis et des risques non garantis au titre du présent contrat, les **Assurés** et l'**Assureur** conviennent de faire leurs meilleurs efforts pour déterminer équitablement entre eux la répartition définitive des **Impacts financiers**, notamment en prenant en considération les implications juridiques et financières respectivement imputables aux risques garantis ou non garantis.

6.5. Modalités de prise en charge des frais nécessitant un accord préalable

Dès lors que l'accord écrit préalable de l'**Assureur** est requis quant au déclenchement des garanties, l'**Assureur** se prononcera sur la prise en charge des frais à engager dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des pièces justifiant ces frais et fournies par l'**Assuré**. Tout refus de garantie par l'**Assureur** devra être justifié et argumenté.

Lorsque l'autorisation de l'**Assureur** ne peut matériellement être obtenue avant l'engagement des **Dépenses** par l'**Assuré** dans une situation d'urgence, l'**Assureur** consentira rétroactivement au règlement de ces **Dépenses** conformément au présent contrat et dans le cadre de la sous-limite « Frais d'urgence » prévue aux Conditions Particulières du Contrat.

6.6. Mesures conservatoires

En cas de **Sinistre**, l'**Assuré** s'engage à prendre immédiatement toutes les mesures conservatoires nécessaires pour en limiter l'importance.

6.7. Assurances cumulatives

Conformément à l'article L121-4 du Code des Assurances relatif aux assurances cumulatives, le **Souscripteur** peut obtenir l'indemnisation des **Impacts financiers** auprès de l'**Assureur** de son choix.

6.8. Subrogation et renonciations à recours

L'**Assureur** accepte :

- les renonciations à recours partielles consenties par l'**Assuré**
- les renonciations à recours totales consenties par l'**Assuré** lorsque :
 - Elles sont usuelles dans la profession, ou
 - Elles sont réciproques.

6.9. Règlement des sinistres

Le **Sinistre** sera indemnisé dans le pays dans lequel il est survenu auprès de l'**Assuré**. En cas d'impossibilité, l'indemnisation sera effectuée en France auprès du **Souscripteur**, en euros ou à leur contre-valeur en monnaie locale au taux de change en vigueur :

- dans le cadre d'un remboursement des **Impacts financiers** réglés par l'**Assuré** et/ou les **Assurés**: à la date de paiement par l'**Assuré** et/ou les **Assurés**.
- dans le cadre d'une avance des **Impacts financiers** faite par l'**Assureur** : à la date de paiement par l'**Assureur**.

6.10. Clause de récupération

Toute somme recouvrée (notamment à la suite de recours), que ce soit par l'**Assuré** ou par l'**Assureur**, après indemnisation du **Sinistre** par l'**Assureur**, sera affectée :

- a) en premier lieu, au remboursement à l'**Assuré** des **Sinistres** garantis en excédent du montant de garantie total du programme Cyber de l'**Assuré**,
- b) en deuxième lieu, au remboursement à l'**Assuré** du montant de la franchise absolue par **Sinistre**.
- c) en troisième lieu, au remboursement à l'**Assuré** des dépenses engagées par lui ou des indemnités qu'il a versées au titre du **Sinistre** objet du recours expressément exclues par le présent contrat ou de tout **Sinistre** non garanti, et
- d) en dernier lieu au remboursement à l'**Assureur** des indemnités versées à l'**Assuré**.

Les sommes perçues en application d'un contrat d'assurance ou de réassurance ne sont pas considérées comme recouvrées au titre du présent article.

Toute somme recouvrée au bénéfice de l'**Assureur** reconstitue d'autant le plafond de garantie.

7. LA VIE DU CONTRAT

7.1. Date d'effet – Date d'échéance

Le présent contrat est conclu à compter de la date fixée aux Conditions particulières.

Il arrive à échéance à la date fixée aux Conditions particulières.

Le présent contrat se renouvelle automatiquement à la fin de chaque **Période d'assurance** pour une nouvelle **Période d'assurance** sauf résiliation faite par l'**Assureur** ou le **Souscripteur** par lettre recommandée adressée avant l'échéance fixée à l'article IX des Conditions particulières.

7.2. Non résiliation par l'Assureur après Sinistre

Par dérogation aux dispositions des Conditions générales, l'**Assureur** renonce à son droit de résilier le présent contrat en cours de **Période d'assurance** après **Sinistre** ou suite à une notification de circonstances, sur le seul fondement de l'existence d'un tel **Sinistre** ou de cette notification de circonstances.

La présente disposition ne saurait en aucun cas interdire à l'**Assureur** de résilier le présent contrat pour tout autre motif prévu par le Code des Assurances, les Conditions spéciales ou les Conditions générales.

7.3. Acquisition ou création de filiale

Si, pendant la **Période d'assurance**, le **Souscripteur** acquiert ou crée une filiale dont le montant total des actifs et/ou du chiffre d'affaires représente moins de 25% du montant total des actifs et/ou du chiffre d'affaires consolidé de l'**Assuré**, alors les garanties du présent contrat bénéficieront automatiquement à cette nouvelle filiale dès la date de son acquisition ou de sa création.

Dans l'hypothèse où l'intégration n'est pas automatique, la filiale pourra être considérée comme **Assuré** sous réserve que :

- le **Souscripteur** en ait formulé la demande par écrit à l'**Assureur** dans un délai de 90 jours suivant la date d'acquisition ou de création de la filiale ;
- l'**Assureur** en ait confirmé son accord moyennant, le cas échéant, un ajustement des conditions de garantie et du montant de la cotisation ;
- le **Souscripteur** ait expressément consenti à l'ajustement des conditions de garantie et du montant de la cotisation et se soit acquitté du paiement de la cotisation additionnelle dans les délais requis.

7.4. Fusion ou acquisition du Souscripteur

Si, au cours de la **Période d'assurance**, une personne morale ou physique ou un groupe de personnes morales ou physiques :

- acquiert plus de 50 % des droits de vote ou du capital social du **Souscripteur** ; ou
- devient titulaire du droit de désigner ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance (ou leur équivalent dans tout autre pays que la France) du **Souscripteur** ; ou
- devient titulaire du contrôle exclusif de la majorité des droits de vote conformément à une convention écrite avec les autres actionnaires du **Souscripteur** ; ou
- fusionne avec le **Souscripteur** et que ce dernier n'est pas l'entité survivante ;

alors le présent contrat sera automatiquement résilié à la date de prise d'effet des modifications mentionnées ci-dessus et les garanties du présent contrat ne seront applicables qu'aux **Sinistres** survenus avant la date de prise d'effet des modifications mentionnées ci-dessus.

7.5. Règle proportionnelle

La garantie est accordée au premier risque.

L'**Assureur** renonce à l'application de la règle proportionnelle de capitaux prévue à l'Article L 121.5 du Code des assurances.

7.6. - Résolution des différends

Les parties conviennent que les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent contrat, feront l'objet d'une médiation menée conformément au règlement de médiation du CEFAREA auquel les parties déclarent adhérer . En cas d'échec d'une telle médiation, les parties conviennent que leur différend sera réglé par voie d'arbitrage mené conformément au règlement d'arbitrage CEFAREA auquel les parties déclarent adhérer

7.7. Confidentialité

Le **Souscripteur** et l'Assuré ne sont autorisés à communiquer sur l'existence et/ou le contenu de la garantie prévue à l'article 1.6. qu'afin de répondre à une obligation légale ou réglementaire ou sous réserve du consentement exprès et préalable de l'**Assureur**.

8. Autres conditions dérogeant aux Conditions Générales de XL Catlin

Article III. B – 3 – c) complété par :

« Article L 160-6

La réquisition de la propriété de tout ou partie d'un bien mobilier entraîne de plein droit, dans la limite de la réquisition, la résiliation ou la réduction des contrats d'assurance relatifs à ce bien, à compter de la date de dépossession de celui-ci. Toutefois, l'assuré a le droit d'obtenir de l'assureur qu'à la résiliation soit substituée la simple suspension des effets du contrat en vue de le remettre ultérieurement en vigueur sur les mêmes risques ou sur les risques similaires.

La réquisition de l'usage de tout ou partie d'un bien mobilier ou immobilier entraîne, de plein droit, la suspension des effets des contrats d'assurance relatifs à ce bien, dans la limite de la réquisition, et dans la mesure de la responsabilité de l'Etat telle qu'elle est définie à l'article 20 de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959.

La suspension prévue aux alinéas précédents ne modifie ni la durée du contrat, ni les droits respectifs des parties quant à cette durée. Elle prend effet à la date de dépossession du bien. Le contrat suspendu reprend ses effets, de plein droit, à partir du jour de la restitution totale ou partielle du bien requis, s'il n'a pas antérieurement pris fin pour une cause légale ou conventionnelle ; l'assuré doit, par lettre recommandée, aviser l'assureur de cette restitution dans le délai d'un mois à partir du jour où il en a eu connaissance. Faute de notification dans ce délai, le contrat ne reprend ses effets qu'à partir du jour où l'assureur a reçu de l'assuré notification de la restitution. »

Article IV. des Conditions Générales de XL Catlin complété par :

« Article L113-8 modifié par Loi n°81-5 du 7 janvier 1981 - art. 32 JORF 8 janvier 1981 rectificatif JORF 8 février 1981

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie.

Article L 113-9

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés. »

Article V des Conditions Générales de XL Catlin supprimé et remplacé par :

« La prime annuelle (ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions de prime) et les frais accessoires dont le montant est indiqué aux conditions particulières, ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurance, sont payables aux termes indiqués dans les conditions particulières, soit à notre siège, soit auprès de notre mandataire s'il en a été désigné un à cet effet aux conditions particulières. »

Article V 4^{ème} paragraphe des Conditions Générales de XL Catlin supprimé et remplacé par :

« Nous avons le droit de résilier le contrat dix (10) jours après l'expiration du délai de trente (30) jours de la période de suspension visé ci-dessus en vous le notifiant, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée. »

Article VI 1^{er} paragraphe des Conditions Générales de XL Catlin supprimé et remplacé par :

« SOUS PEINE DE DECHEANCE (SOUS RESERVE DE L'ETABLISSEMENT PAR L'ASSUREUR DU PREJUDICE CAUSE PAR LE RETARD DANS LA DECLARATION ET SAUF CAS DE FORCE MAJEURE), VOUS ETES TENU, DANS LES DIX (10) JOURS A COMPTER DE LA DATE OU VOUS EN AVEZ EU CONNAISSANCE, DE NOUS DECLARER TOUT EVENEMENT DE NATURE A FAIRE JOUER LA GARANTIE DE VOTRE CONTRAT. »

AVENANT GARANTIE « ASSISTANCE » et « FRAIS d'ASSISTANCE »

A la suite d'une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** ou d'une **Atteinte informatique** découverte au cours de la **Période d'assurance**, qu'elle soit réelle ou raisonnablement supposée, des services pourront être fournis à chaque étape.

Deux cas de figure :

- A. Vous faites appel au volet « Assistance » : l'**Assureur** prend en charge les frais engagés par ou pour le compte de l'**Assuré** auprès du **consultant de référence** et de ses partenaires proposés par l'**Assureur** (contact ci-après) chargé de mettre en œuvre les mesures d'urgence.

OU

- B. Vous faites appel au volet « Frais d'Assistance » : l'**Assureur** prend en charge les frais engagés par ou pour le compte de l'**Assuré** auprès de l'**expert informatique**, du **consultant en gestion de crise** et/ou du **consultant juridique** de votre choix parmi la liste des experts préalablement approuvés par l'**Assureur** figurant ci-après.

Les garanties interviennent dans la limite de 96h suivant la prise en charge par le premier des consultants.

1. Consultant de référence

Société désignée par l'**Assureur** chargée de la coordination de l'intervention de l'**expert informatique**, du **consultant en gestion de crise** et de la fourniture de **conseils juridiques**.

2. Expert informatique

Expert en sécurité informatique, chargé de :

- déterminer si, pendant la **Période d'assurance**, une **Atteinte informatique** ou une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** s'est produite ou est en cours ;
- déterminer l'origine d'une telle **Atteinte informatique** ou **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**;
- déterminer l'étendue des **Données** qui ont été divulguées ou altérées ;

- limiter ou contenir les effets d'une telle **Atteinte informatique** ou **Atteinte à la confidentialité des données personnelles**.

3. Consultant juridique / judiciaire

La consultation d'un avocat chargé de :

1. déterminer l'applicabilité de la **Réglementation relative aux données personnelles** ainsi que les actions nécessaires pour permettre à l'**Assuré** de s'y conformer.
2. fournir une assistance juridique / judiciaire suite à une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** ou une **Atteinte informatique**.

4. Consultant en gestion de crise / communication

Le consultant en gestion de crise / communication pour

1. aider l'**Assuré** dans la gestion de crise interne et externe,
2. élaborer et/ou de mettre en œuvre une stratégie de communication visant à limiter toute atteinte à la réputation de l'**Assuré**, suite à une **Atteinte à la confidentialité des données personnelles** ou une **Atteinte informatique**.

CONSULTANTS PROPOSES (VOLET A) ET PRE APPROUVES (VOLET B) PAR L'ASSUREUR :

	CONSULTANTS PROPOSES (VOLET A)	OU PRE APPROUVES (VOLET B)
Consultant en gestion de crise / communication	- Charles Taylor Adjusting numéro spécial/dédié à confirmer (24/7/365)	- Fleishman Hillard
Consultant en sécurité informatique	- Grant Thornton	- Xmco - Lexfo - Wavestone
Consultant juridique / judiciaire	- Clyde & Co - Dentons - CMS	- Maître Caprioli



CONDITIONS GENERALES XL CATLIN (CG 09 14)

« Vous » signifie le **Souscripteur** désigné aux conditions particulières.

« Nous » signifie l'Assureur désigné aux conditions particulières, à savoir XL Insurance Company SE.

I. Date d'effet

Le contrat est formé dès l'accord des parties. Signé par elles, il constate leur engagement réciproque.

Le contrat prend effet à la date indiquée aux conditions particulières à zéro (0) heure, heure de Paris.

II. Durée du contrat

VOTRE CONTRAT EST SOUSCRIT POUR UNE DUREE D'UN (1) AN.

A l'expiration de cette période, il est reconduit automatiquement d'année en année, sauf s'il y est mis fin dans les conditions prévues à l'article III ci-après.

III. Résiliation du contrat

A – Il peut être mis fin au contrat, lorsque celui-ci est conclu avec tacite reconduction, à son échéance annuelle moyennant un préavis adressé (le cachet de la poste faisant foi) :

- au moins un (1) mois avant, si la demande émane de vous ;
- au moins deux (2) mois avant, si la demande émane de nous.

B – Le contrat peut notamment être résilié, dans les cas et conditions fixés ci-après :

1° - par vous :

a) en cas de diminution du risque en cours de contrat, si nous refusons la réduction de la prime correspondante, la résiliation ne prenant effet que trente (30) jours après dénonciation de votre part (art. L 113-4 du Code des Assurances).

b) en cas de majoration de la prime. Si, pour tenir compte de l'aggravation générale du risque, nous sommes amenés à modifier le tarif applicable aux risques garantis par ce contrat, la prime pourra être modifiée dans la même proportion que le tarif, à partir de la première échéance annuelle suivant cette modification. Vous en serez avisé par nos soins.

En cas de majoration, vous pourrez résilier le contrat dans les trente (30) jours suivant celui où vous en avez eu connaissance et dans les formes prévues à l'article III, la résiliation prenant effet un (1) mois après réception de votre demande.



Nous aurons alors droit à la portion de prime calculée sur les bases de la prime précédente, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

c) en cas de résiliation par nous d'un autre de vos contrats après **Sinistre** (art. R 113-10 du Code des Assurances).

2° - par nous:

a) en cas de non-paiement des primes (art. L 113-3 du Code des Assurances); Dans le cas de résiliation pour non-paiement des primes, vous nous devez l'intégralité de la prime annuelle échue.

b) en cas d'aggravation du risque (art. L 113-4 du Code des Assurances), la résiliation ne pouvant prendre effet que dix (10) jours après la notification de notre part auprès de vous par lettre recommandée;

c) en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat constatée avant tout **Sinistre** (art. L 113-9 du Code des Assurances);

d) après **Sinistre**, vous avez alors le droit de résilier les autres contrats que vous avez souscrits auprès de nous (art. R 113-10 du Code des Assurances).

e) en cas de retraite professionnelle ou de cessation définitive d'activité professionnelle, la résiliation ne pouvant intervenir que dans les trois (3) mois suivant la date de l'événement et ne prenant effet qu'un (1) mois après que vous en aurez reçu notification (art. L 113-16 du Code des Assurances).

3° - de plein droit:

a) en cas de retrait total de notre agrément (art. L 326-12 du Code des Assurances);

b) en cas de perte totale des biens assurés résultant d'un événement non garanti (art. L 121-9 du Code des Assurances);

c) en cas de réquisition de la propriété des biens sur lesquels repose l'assurance dans les cas et conditions prévus par la législation en vigueur ;

C – Lorsque vous avez la faculté de demander la résiliation, vous pouvez le faire par lettre recommandée ou par une déclaration faite contre récépissé auprès de notre siège ou de notre mandataire.

La résiliation par nos soins doit être notifiée par lettre recommandée adressée à votre dernier domicile connu.

IV. Déclarations du risque

Le contrat est établi d'après vos déclarations qui figurent notamment aux conditions particulières, en réponse aux questions que nous vous avons posées sur les circonstances connues de vous permettant l'appréciation du risque par nos soins.

En cours de contrat vous devez :

a) nous déclarer, par lettre recommandée et dans un délai de quinze (15) jours à partir du moment où vous en avez eu connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence de rendre inexactes ou caduques les réponses que vous avez faites aux questions posées lors de la conclusion du contrat et qui sont rappelées aux conditions particulières.



Lorsque la modification constitue une aggravation au sens de l'article L 113-4 du Code des Assurances, nous nous réservons le droit de résilier le contrat ou de vous proposer un nouveau montant de prime.

Dans le second cas, si vous ne donnez pas suite à notre proposition ou si vous refusez expressément le nouveau montant de prime dans un délai de trente (30) jours à compter de cette proposition, nous pouvons résilier le contrat au terme de ce délai, à condition de vous avoir informé de cette faculté en la faisant figurer en caractères apparents dans la lettre de proposition.

b) nous donner immédiatement connaissance des autres contrats souscrits auprès d'autres assureurs garantissant les mêmes risques pour un même objet et un même intérêt visés par l'article L 124-1 du Code des Assurances.

TOUTE RETICENCE, DECLARATION INTENTIONNELLEMENT FAUSSE, OMISSION OU INEXACTITUDE DANS LA DECLARATION DES CIRCONSTANCES OU AGGRAVATIONS CONNUES DE VOUS, ENTRAINE L'APPLICATION DES SANCTIONS PREVUES, SUIVANT LE CAS, AUX ARTICLES L 113-8 (NULLITE DU CONTRAT) ET L 113-9 (REDUCTION DES INDEMNITES) DU CODE DES ASSURANCES.

v. Paiement des primes

La prime annuelle (ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions de prime) et les frais accessoires dont le montant est indiqué aux conditions particulières, ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurance, sont payables aux termes indiqués dans la proposition d'assurance, soit à notre siège, soit auprès de notre mandataire s'il en a été désigné un à cet effet aux conditions particulières.

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix (10) jours de son échéance, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, nous pouvons, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à votre dernier domicile connu, suspendre la garantie trente (30) jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine) (art. L 113-3 du Code des Assurances).

La suspension de la garantie du fait du non-paiement d'une fraction de la prime produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

Nous avons le droit de résilier le contrat dix (10) jours après l'expiration du délai de trente (30) jours visé ci-dessus en vous le notifiant, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

vi. Obligations en cas de Sinistre

SOUS PEINE DE DECHEANCE (SAUF CAS FORTUIT OU DE FORCE MAJEURE), VOUS ETES TENU, DANS LES DIX (10) JOURS A COMPTER DE LA DATE OU VOUS EN AVEZ EU CONNAISSANCE, DE NOUS DECLARER TOUT EVENEMENT DE NATURE A FAIRE JOUER LA GARANTIE DE VOTRE CONTRAT.



Cette déclaration doit être faite à XL Insurance Company SE, 50 rue Taitbout, 75009 Paris; vous indiquerez les lieux, causes et circonstances du **Sinistre** ainsi que, le cas échéant, les noms, prénoms et adresses des responsables, victimes et témoins.

Vous devrez nous transmettre dans les plus brefs délais tous avis, lettres, convocations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure quelconques qui vous seraient signifiés.

Aucune déchéance motivée par un manquement à vos obligations commis postérieurement au **Sinistre** ne sera opposable aux **Tiers** lésés ou à leurs ayants droit (art. R 124-1 du Code des Assurances).

VII. Règlement en cas de Sinistre

En cas de dommages causés à autrui nous intervenons à partir du moment où vous êtes l'objet d'une **Réclamation**.

Vous ne devez accepter aucune reconnaissance de responsabilité ni transiger sans notre accord.

En cas de sinistre "défense pénale et recours" vous devez vous reporter aux conventions spéciales de votre contrat en cas de mise en jeu de ces garanties.

VIII. Assurances multiples

Dans le cas où il existerait d'autres assurances portant sur les mêmes risques, vous devrez indiquer à chaque assureur le nom des autres assureurs garantissant le risque ainsi que le montant des sommes assurées.

Chaque assurance produira ses effets, sous réserve des dispositions de l'article L 121-3 – 1er alinéa du Code des Assurances relatif à la souscription dolosive ou frauduleuse, dans les limites des garanties prévues au contrat et ce, quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite.

Dans ces limites, vous pourrez mettre en jeu la garantie en vous adressant à l'assureur de votre choix.

IX. Subrogation - Recours après Sinistre

Nous sommes subrogés dans tous vos droits et actions contre tous responsables du **Sinistre** jusqu'à concurrence de l'indemnité payée.

Nous pouvons être déchargés en tout ou partie de nos obligations d'indemnisation quand la subrogation ne peut plus, par votre fait, s'opérer en notre faveur (art. L 121-12 du Code des Assurances).

Si nous avons accepté de renoncer à exercer un recours contre un éventuel responsable, nous pourrions néanmoins, si la responsabilité de celui-ci est assurée et malgré notre renonciation, exercer notre recours contre son assureur.



x. Prescription

La prescription est régie par les textes ci-après rappelés :

Code des Assurances :

Article L 114-1

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance;

2° En cas de **Sinistre**, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'**Assuré** contre l'Assureur a pour cause le recours d'un **Tiers**, le délai de la prescription ne court que du jour où ce **Tiers** a exercé une action en justice contre l'**Assuré** ou a été indemnisé par ce dernier.

Article L 114-2

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un **Sinistre**. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'**Assuré** en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'**Assuré** à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L 114-3

Par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Code Civil: - Section 3 : Des causes d'interruption de la prescription.

Article 2240



La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion.

Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du Code des Procédures Civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.



Article 2246

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Code Civil: - Section 2 : Des causes de report du point de départ ou de suspension de la prescription.

Article 2234

La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

Article 2235

Elle ne court pas ou est suspendue contre les mineurs non émancipés et les majeurs en tutelle, sauf pour les actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, les actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts.

Art. 2238

La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la conciliation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation. La prescription est également suspendue à compter de la conclusion d'une convention de procédure participative.

Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée. En cas de convention de procédure participative, le délai de prescription recommence à courir à compter du terme de la convention, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois.

Article 2239

La prescription est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès.



Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois, à compter du jour où la mesure a été exécutée.

Article L 423-20 du Code de la Consommation

L'action mentionnée à l'article L 423-1 [l'action de groupe] suspend la prescription des actions individuelles en réparation des préjudices résultant des manquements constatés par le jugement prévu aux articles L 423-3 ou L 423-10.

Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois, à compter de la date à laquelle, selon le cas, le jugement rendu en application des articles L 423-3 ou L 423-10 n'est plus susceptible de recours ordinaire ou de pourvoi en cassation ou de l'homologation prévue à [l'article L 423-16](#).

xi. Protection des données

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, nous sommes amenés à traiter des données à caractère personnel qui nous sont indispensables pour les besoins de la gestion de votre contrat d'assurance. Elles peuvent être communiquées à nos mandataires ainsi qu'à des organismes professionnels et accessibles, à nos prestataires, pour des raisons exclusivement techniques.

Conformément à ces dispositions, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et, le cas échéant, de suppression de toute donnée à caractère personnel vous concernant qui ferait l'objet d'un traitement à l'usage des assureurs, réassureurs ou organisations professionnelles concernées. Le droit d'accès, de rectification et, le cas échéant, de suppression peut être exercé auprès de la succursale française de notre société.

Les parties s'engagent à respecter la législation en vigueur en matière de protection des données, et en particulier à ne se communiquer que des données qu'elles auront collectées et transférées conformément aux droits des personnes auxquelles lesdites données se rapportent.

xii. Médiation

En cas de difficultés, nous vous invitons à consulter d'abord votre interlocuteur habituel. Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pourrez adresser votre réclamation au "Service Clientèle XL Insurance Company SE.":



50, rue Taitbout
75320 Paris Cedex 09

Si votre désaccord persistait après la réponse donnée par notre société, vous pourriez demander l'avis d'un médiateur. Les conditions d'accès à ce médiateur vous seront communiquées sur simple demande.

xiii. Autorités de contrôle

XL Insurance Company SE est contrôlée par :

- la Financial Conduct Authority
25 The North Colonnade
Canary Wharf
London E14 5HS
Grande Bretagne

www.fca.org.uk

- la Prudential Regulation Authority
20 Moorgate
London EC2R 6DA
Grande Bretagne

www.bankofengland.co.uk/PRA

xiv. Convention de preuve

Les parties reconnaissent avoir pleinement connaissance que tout document, notamment contractuel, échangé entre elles, fait l'objet par nos soins d'une procédure de numérisation garantissant la parfaite conformité de la version numérisée avec l'original et assurant sa conservation, en totale intégrité, de manière fidèle et durable.

Elles conviennent ainsi que tout document ayant fait l'objet de cette procédure constitue une preuve littérale de même que tout courrier électronique échangé entre elles.

Sauf preuve contraire reconnue valide par une juridiction, tout document ainsi numérisé ainsi que tout courrier électronique échangé entre les parties est opposable non seulement entre elles,



mais également à l'égard de tout tiers bénéficiaire avec la même force probante qu'un écrit sur support papier.

xv. Loi applicable – Jurisdiction compétente

Tout litige entre vous et nous concernant l'interprétation des clauses et conditions, l'exécution ou la résiliation du présent contrat, demeure soumis aux règles et principes du droit français, notamment aux dispositions du Code des Assurances, et relève de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire français.

Pour l'exécution du présent contrat, nous faisons élection de domicile chez notre succursale française, sise 50, rue Taitbout - 75009 Paris, et acceptons la compétence des tribunaux français.



TRANSLATION FROM FRENCH

TRANS/8700/CF

THIS TRANSLATION IS FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND THE LANGUAGE OF THE ORIGINAL DOCUMENT TAKES PRECEDENCE

[Translator's note: both 'sinistre' and 'préjudice' have been translated as 'loss' throughout. Where the French appears as 'préjudice', this has been inserted in brackets after the word 'loss'. In all other instances, the French word was 'sinistre']

CNP ASSURANCES

CYBER RISKS

INSURANCE

This policy shall be governed by the French Insurance Code. It consists of these General Conditions, Particular Conditions and Special Conditions. The Particular Conditions shall take precedence over the Special Conditions, which shall take precedence over the General Conditions. This policy shall constitute the Primary Policy.

PARTICULAR CONDITIONS

I. POLICYHOLDER'S COMPANY NAME AND REGISTERED OFFICE:

CNP ASSURANCES

A public limited company with a fully paid-up share capital of EUR 686,618,477, and governed by the French Insurance Code,

With its registered office at 4 Place Raoul Dautry - 75015 PARIS, entered in the SIREN [*Système Informatique du Répertoire des Entreprises = Computerised Business Register*] under no. 341 737 062 and in the Paris Business and Companies Register under no. 341 737 062.

Represented by Philippe VAN HAECKE, duly authorised for this purpose.

II. LIMIT OF LIABILITY:

EUR 25,000,000 per **Period of Insurance**.

(Total limit of liability, including in the case of an international programme)

THE FOLLOWING SHALL BE EXCLUDED UNDER THIS POLICY:

- ANY **LOSS** RESULTING FROM AN **ACCIDENTAL EVENT**,
- COVER FOR PCI-DSS PENALTIES (AS DEFINED IN 1.5 OF THE SPECIAL CONDITIONS).

III. DEDUCTIBLE:

EUR 1,000,000 per **Loss**

IV. ANNUAL PREMIUM:

- excluding fees and taxes
- excluding brokerage

EUR 290,000

V. TERRITORIAL LIMITS OF THE POLICY:

WORLDWIDE

VI. INCEPTION DATE:

1 March 2017, 00:00 hours, Paris time

VII. RENEWAL DATE:

Date of annual renewal: 1 March 2018, 00:00 hours, Paris time.

VIII. PERIOD OF LIABILITY:

Liability under this policy is assumed for a period of 12 months reckoned from the Inception Date, then shall be renewed automatically per 12-month period on the Renewal Date unless it is cancelled by either party in accordance with the notice period set out below.

IX. NOTICE:

3 months

X. INSURER'S LIABILITY:

Insurer	% Share	Company Stamp and Signature	Policy No.
XL Insurance Company SE	100%		FR00010859EO17A

Drawn up in Paris, France on 28 April 2017, in three original copies.

This policy is and shall remain Marsh's intellectual property. It may not be sent or shown to a third party without Marsh's prior written agreement.

For and on behalf of the Insurer,
(Signature and stamp)

For and on behalf of the Policyholder,
(Signature and stamp)

Table of contents

PARTICULAR CONDITIONS	2
SPECIAL CONDITIONS	6
1. SUBJECT-MATTER OF THE NON-LIABILITY COVERS	7
1.1. Business interruption cover	7
1.2. Costs cover	7
1.3. Cover specific to the protection of Personal Data	7
1.4. Cover for defence costs and penalties as part of an investigation	8
1.5. Cover for PCI DSS Penalties	8
1.6. Cover for computer extortion attempts	8
2. SUBJECT-MATTER OF THE LIABILITY COVERS	8
2.1. Cover for claims following a Cyber-attack or a Breach of Confidentiality of Personal Data	8
2.2. Multimedia cover	9
3. DEFINITIONS	9
4. EXCLUSIONS	15
4.1. Exclusions applicable to the entire policy	15
4.2. Exclusions specific to the multimedia cover	18
4.3. Exclusions specific to Accidental Events	19
5. OPERATION OF THE COVERS	20
5.1. Territorial limits of the covers	20
5.2. Limits of liability	20
5.3. Deductibles	20
5.4. Temporal operation of the liability covers	20
6. LOSSES	22
6.1. Notification of loss	22
6.2. Appointment of the loss assessor (relates only to the 'loss assessor's costs' under clause 1.2)	22
6.3. Insured's Defence	22
6.4. Distribution of the Financial Impact in the event of partially covered Losses	23
6.5. Methods of payment of costs requiring prior consent	23
6.6. Precautionary measures	24
6.7. Cumulative insurance	24
6.8. Subrogation and waivers of recourse	24

6.9.	Settlement of losses	24
6.10.	Recovery clause	24
7.	PERIOD OF THE POLICY.....	26
7.1.	Inception date - Renewal date	26
7.2.	Non-cancellation by the Insurer after a Loss	26
7.3.	Acquisition or incorporation of a subsidiary	26
7.4.	Merger or acquisition of the Policyholder.....	26
7.5.	Average clause.....	27
7.6.	- Dispute resolution.....	27
7.7.	Confidentiality	27
8.	Other conditions deviating from the XL Catlin General Conditions	28
	"ASSISTANCE" AND "ASSISTANCE COSTS" COVER ENDORSEMENT	30
1.	Response Advisor	30
2.	IT Expert	30
3.	Legal/Court-appointed Consultant	30
4.	Crisis Management/Communications Consultant:	31

SPECIAL CONDITIONS

This policy is drawn up on the basis of correspondence between the **Policyholder** and the **Insurer** when the policy is effected or renewed. All these items shall form an integral part of this policy.

The liability covers shall be triggered by the **Claim**, as set out in the provisions of Article L. 124-5, Paragraph 4, of the French Insurance Code, the mechanism of which is described in the information sheet relating to the operation of "liability" covers, issued to the **Policyholder** prior to the policy being effected.

Non-liability covers shall be triggered by the discovery of the **Loss**.

Any term or expression which is in bold type in the Particular Conditions, the Special Conditions or the General Conditions of this policy, shall be interpreted in accordance with the terms of the definitions stipulated in the Special Conditions.

Words and expressions in the singular shall include their plural meaning and vice-versa.

Any provisions provided for in the English contractual documents ("Slip" or "Market Reform Contract") shall be cancelled wherever the provisions thereof are more restrictive than those of the General Conditions or these Particular Conditions and Special Conditions or wherever they contain discrepancies or inconsistencies in relation to the latter.

All references in this policy to laws or regulations must be understood to:

- refer to any provision replacing such laws or regulations by means of any subsequent amendment to legislation or regulations, and
- include all references to equivalent laws or regulations abroad

The **Insurer** (acting directly or by way of reinsurance) shall not be deemed to provide cover or pay any sum in respect of a **Loss** or provide assistance, if the provision of such cover, payment of such **Loss** or provision of such assistance would expose the **Insurer** to any sanction, prohibition or restriction imposed under United Nations resolutions or laws or regulations laid down by the European Union or any other State imposing economic or trade sanctions

1. SUBJECT-MATTER OF THE NON-LIABILITY COVERS

Only costs incurred and losses noted during the **Indemnity Period** shall be covered:

1.1. Business interruption cover

The **Insurer** shall bear:

- loss of **Gross Profit** sustained by the **Insured**, and
- loss of **Net Insurance Income** sustained by the **Insured**, and
- **Increased Costs of Working** incurred by the **Insured**

following a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

1.2. Costs cover

The **Insurer** shall bear all **Expenses** incurred by the **Insured** following a **Cyber-attack** discovered during the **Period of Insurance** provided that the purpose of incurring such **Expenses** is to:

- identify and assess a **Cyber-attack**, or
- restore the **Insured's Computer System** to the state it was in prior to the **Loss**, or
- maintain operation of the **Insured's Computer System**, or
- reinstate damaged **Data**.

The following shall also be covered, subject to the **Insurer's** prior written agreement,

- extraordinary costs incurred by the **Insured** other than those already defined above,
- loss assessor's costs: the fees for assessors and/or auditors, and/or private investigators, appointed to assess the losses on the occasion of an insured **Loss**, and to determine the mechanism of the latter,
- **Expenses**, the purpose of which is to develop and/or implement a communications strategy aimed at mitigating any damage to the **Insured's** reputation, including the notification of a **Breach of Confidentiality of Personal Data** in the absence of any legal or regulatory obligation to do so,
- **Expenses** incurred in respect of any counsel responsible for providing legal assistance in order to:
 - comply with a legal obligation, or
 - comply with an injunction by an **Administrative Authority**.

1.3. Cover specific to the protection of Personal Data

The **Insurer** shall bear all **Expenses** incurred by the **Insured** within the framework of any legal or regulatory obligation arising from a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

The following shall also be covered, subject to the **Insurer's** prior written agreement:

- **Expenses**, the purpose of which is to develop and/or implement a communications strategy aimed at mitigating any damage to the **Insured's** reputation,
- **Expenses** incurred in order to detect and monitor any possible misuse of **Personal Data**,
- **Expenses** incurred in respect of any counsel responsible for providing legal assistance.

1.4. Cover for defence costs and penalties as part of an investigation

The **Insurer** shall bear the **Defence Costs** incurred by the **Insured** as part of any **Investigation** into it set up by an **Administrative Authority** following a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

The **Insurer** shall also bear the **Financial Penalties** imposed by an **Administrative Authority** on an **Insured** as a result of an **Investigation** following a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

1.5. Cover for PCI DSS Penalties

The **Insurer** shall bear the amount of the penalty contractually payable by the **Insured** following any written request received from a credit/debit card network for non-compliance by the **Insured** with PCI security standards identified following a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

1.6. Cover for computer extortion attempts

The **Insurer** shall cover any **Expenses**, including funds handed over or the market value of property handed over, incurred by the **Insured**, subject to the **Insurer's** prior written agreement, following a **Cyber Extortion Attempt** which occurs during the **Period of Insurance**.

2. SUBJECT-MATTER OF THE LIABILITY COVERS

2.1. Cover for claims following a Cyber-attack or a Breach of Confidentiality of Personal Data

The **Insurer** shall bear the **Defence Costs** and **Pecuniary Consequences** resulting from any **Claim** brought during the **Period of Insurance** or the **Extended Reporting**

Period by a **Third Party** against an **Insured** holding it liable, and attributable to a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data**.

2.2. Multimedia cover

The **Insurer** shall cover the **Pecuniary Consequences** and/or **Defence Costs** resulting from any **Claim** brought during the **Period of Insurance** or the **Extended Reporting Period** by a **Third Party** against an **Insured** as a result of any reproduction, publication, or communication of information or digital content provided by the **Insured** on its websites and electronic social networks, and attributable to one or more actual or alleged acts of misconduct, listed exhaustively below:

- a) Defamation, slander or damage to the reputation of a natural or artificial person;
- b) Breach of any intellectual property right, copyright, slogan, trademark, company name, licence, idea, information or domain name;
- c) Violation of the right to privacy or violation of image rights.
- d) The usurpation of identity.

3. DEFINITIONS

1. Insured

- The **Policyholder**: CNP ASSURANCES SA
- Any entity:
 - a) that is a subsidiary of CNP Assurances within the terms of Article L.233-1 of the French Commercial Code;
 - b) directly or indirectly controlled by CNP Assurances within the terms of Article L.233-3 of the French Commercial Code;
 - c) covered, in respect of CNP Assurances, by the provisions of Article L.233-16 of the French Commercial Code relating to the extent of consolidation of accounts;
 - d) any Economic Interest Grouping (EIG, as defined in Articles L251-1 et seq. of the French Commercial Code), European Economic Interest Grouping (EEIG), Public Interest Group (PIG), Group or Association, whether French or foreign, and their subsidiaries, managed by CNP Assurances and by the entities listed above, including the CNP IT EIG in particular;
- Any entity which becomes a subsidiary during the **Period of Insurance** and which meets the automatic addition criteria defined in Article 7.3 of this policy.

2. **Insurer** XL Insurance Company SE
A European Company with a share capital of EUR 259,156,875, registered in England and Wales under number SE 80, operating via its French branch with its registered office at 48/50 rue Taitbout - FR 75320 Paris Cedex, entered in the Paris Business and Companies Register under number B 419 408 927. Regulating authorities: Financial Conduct Authority (www.fca.org.uk) and Prudential Regulation Authority (www.bankofengland.co.uk/PRA).
3. **Breach of Confidentiality of Personal Data**
- Any unauthorised access, use, disclosure or transmission or loss of **Personal Data** being used or managed by or in the control of the **Insured**, or
 - Any actual or alleged breach of **Personal Data Regulations** by the **Insured**.
4. **Cyber-attack**
- A **Malicious Attack**, or
 - An **Accidental Event**
5. **Malicious Attack**
- Any unauthorised access to, intrusion into or maintenance of or abuse of access rights to the **Insured's Computer System**; or
 - Any full or partial compromise of the **Insured's Computer System**; or
 - Any introduction or spreading of malware within the **Insured's** computer system; or
 - Any unauthorised use of the **Insured's Computer System**; or
 - A denial of service or any act of sabotage aimed at rendering inoperative, in full or in part, the **Insured's Computer System**; or
 - Any unauthorised introduction, retrieval, theft, reproduction, transmission, deletion, disclosure or modification of **Data** contained in the **Insured's Computer System** or used by the **Insured's Computer System**, including the theft of physical carriers used to store such data,
- whether committed by a **Third Party** or not.
6. **Administrative Authority**
- Any public authority, in France or abroad, vested with supervisory powers and/or the power to impose penalties, including the French Data Protection Authority [*Commission nationale de l'informatique et des libertés* (CNIL)] or the French National Agency for Information System Security [*Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information* (ANSSI)].

7. **Pecuniary Consequences** Any sum, in particular damages, expenses, irrecoverable court costs, negotiated indemnities or any other amount, which the **Insured** is jointly or severally bound to pay as a result of a judgment, an arbitration award which is not subject to appeal, an out-of-court settlement or a compromise agreement.
8. **Expenses** Any fees, expenditure and costs reasonably and necessarily incurred by the **Insured**, which would not have been incurred in the absence of a **Loss**.
9. **Bodily Injury** Any physical or mental harm suffered by a human being.
10. **Property Damage** Any destruction, deterioration, disappearance or loss of property other than **Data**.
11. **Data** Any information stored in digital format.
12. **Personal Data** Any information relating to an identified or identifiable natural person (data subject); an identifiable person is a person who can be identified, either directly or indirectly, in particular by referring to an identification number or to one or several specific elements relating to their physical, physiological, psychological, economic, cultural or social identity, as defined by the General Data Protection Regulation (GDPR).
13. **Investigation** Any formal or official hearing or proceedings against an **Insured** by any **Administrative Authority**.
14. **Accidental Event** Any malfunction or failure of the **Insured's Computer System**.
15. **Defence Costs** Miscellaneous fees and costs relating to a **Claim** or an **Investigation** brought against an **Insured** and which are necessary for its defence.
Such costs shall include, in particular:
- lawyers' fees,
 - assessors' fees,
 - the costs of proceedings and appearing before courts,
 - negotiation costs.

16. **Increased costs of working** Any **Expenses** incurred by the **Insured** with the aim of reducing or preventing a loss of **Gross Profit** or a loss of **Net Insurance Income**.
However, such indemnity may not exceed that which would have been granted as compensation for loss of **Gross Profit** or loss of **Net Insurance Income** which would have been covered, had such **Expenses** not been incurred.
17. **Financial Impact** All the financial consequences of a **Loss** covered under any of the clauses of the policy.
18. **Gross Profit** For a given financial year:
- for distribution activities or the provision of services: the net amount from sales, net of the cost of goods sold and the variable operating costs from which the corresponding discounts, reductions and returns should be deducted, or
 - for manufacturing activities: the net sale value of production, net of the variable operating costs.
19. **Period of Insurance**
- For the first **Period of Insurance**, this shall be the period between the inception date of the policy and its first renewal.
 - For subsequent **Periods of Insurance**, it shall be the period between:
 - two consecutive annual renewals, or
 - the last annual renewal and the effective date of the cancellation or expiry of this policy.
20. **Indemnity Period**
- In respect of cover 1.1 "Business interruption cover": 3 months reckoned from the date on which the **Insured** discovered the **Cyber-attack**;
 - In respect of covers 1.2 "Costs cover" and 1.3 "Cover specific to the protection of Personal Data": 12 months reckoned from the date on which the **Insured** discovered the **Breach of Confidentiality of Personal Data** or **Cyber-attack**.
21. **Extended Reporting Period** The period of 5 (five) years, unless otherwise provided for in the policy, immediately following the date of deletion or expiry of a liability cover or the date of cancellation or expiry of this policy, during which any **Claim**, whether actual or alleged, committed before this date may be brought against an **Insured**.

22. Net Insurance Income	Net Insurance Income is an accounting indicator equal to the sum of the individual margins generated by insurance activities (underwriting margin, financial margin and administrative margin). It does not include the overheads or margins generated by assets backing shareholders' equity. It is a key indicator in the CNP Assurances group's financial communications.
23. Claim	Any written notice, whether in or out of court, concerning the Insured's liability brought against one or several Insureds .
24. Personal Data Regulations	French Law no. 78-17 on Data Protection, Data Files and Civil Liberties dated 6 January 1978, its implementing decree no. 2005-1309 dated 20 October 2005 and subsequent legislation, and any legislation or regulations relating to the protection of Personal Data and their equivalent abroad.
25. Financial Penalties	Any financial penalties imposed by an Administrative Authority and the insurance of which is not in violation of a law, a mandatory regulation or a final court decision, which is not subject to appeal.
26. Loss	<ul style="list-style-type: none"> • A Cyber-attack, or • A Breach of Confidentiality of Personal Data, or • A Cyber Extortion Attempt, or • A Claim
27. Policyholder	The company named in Article I of the Particular Conditions of this policy acting on behalf and for the benefit of the Insureds .
28. Computer System	<p>All the computer resources including, in particular: hardware, software packages, software, databases and peripherals, equipment, networks, electronic installations for storing computer data, including Data.</p> <p>The Insured's Computer System shall be understood to be that which:</p> <ul style="list-style-type: none"> • belongs to the Insured and/or; • is rented, operated or legally held by the Insured under a contract with the holder of the rights to the said system and/or; • is operated on behalf of the Insured by a Third Party within the scope of a contractual relationship and/or; • is made available to the Insured under a contract within the framework of a shared system.

29. **Third Party** Any person other than the **Insureds**.
30. **Cyber Extortion Attempt** Any attempt to obtain a commitment, information, property, service or delivery of a sum of money from the **Insured** by threatening to commit or committing a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data**.

4. EXCLUSIONS

THE FOLLOWING SHALL BE EXCLUDED:

4.1. Exclusions applicable to the entire policy

- 1. WILFUL MISCONDUCT** ANY **LOSS** RESULTING FROM WILFUL OR FRAUDULENT MISCONDUCT (WITHIN THE MEANING OF ARTICLE L 113-1 OF THE FRENCH INSURANCE CODE) BY THE **INSURED** OR CAUSED WITH ITS COMPLICITY.

Nevertheless, **Defence Costs** shall be paid on account until it has been established by a court decision, which is not subject to appeal, or acknowledged by the **Insured** that it has benefitted from such advantage or committed wilful or fraudulent misconduct.
- 2. NON-COMPLIANCE WITH LAWS AND REGULATIONS** ANY **LOSS** RESULTING FROM THE DELIBERATE BREACH ON THE PART OF THE **INSURED** OF LAWS OR REGULATIONS, INCLUDING ANY INCREASE IN THE **LOSS** RESULTING FROM A DELIBERATE FAILURE TO NOTIFY OR DELAY IN NOTIFYING A **BREACH OF CONFIDENTIALITY OF PERSONAL DATA** OF THE DATA SUBJECTS ON THE PART OF THE **INSURED**.
- 3. KNOWN HISTORY** ANY **LOSS** WITH A FINANCIAL IMPACT OF WHICH THE **INSURED** IS AWARE ON OR PRIOR TO THE INCEPTION DATE OF THIS POLICY.

- 4. CONTRACTUAL OBLIGATION** THE **PECUNIARY CONSEQUENCES** OF CONTRACTUAL OBLIGATIONS, THE AIM OF WHICH IS TO INCREASE THE **INSURED'S** LIABILITY BEYOND THAT PROVIDED FOR UNDER ORDINARY LAW AND THE PRACTICES OF THE TRADE, WITHOUT PREJUDICE TO CLAUSE 6.8.
- This exclusion shall not apply to:
- cover for PCI-DSS penalties provided for in Article 1.5,
 - cases in which the contractual penalties relate to the loss [préjudice] actually sustained by the **Third Party**
- 5. FRAUD** ANY MISAPPROPRIATED FUNDS, TRANSFERABLE SECURITIES OR ANY OTHER TANGIBLE PROPERTY.
- ANY MISAPPROPRIATED VIRTUAL CURRENCY, VIRTUAL ITEMS OR ACCOUNTS FROM VIDEO GAMES OR ANY OTHER INTANGIBLE PROPERTY.
- 6. BODILY INJURY** ANY **BODILY INJURY**, unless it relates to mental injury insured under cover 2.2, "Multimedia cover", or a **Breach of Confidentiality of Personal Data**.
- 7. MATERIAL DAMAGE** ANY **PROPERTY DAMAGE**, AS WELL AS ANY LOSSES [PREJUDICES] CAUSED DIRECTLY BY SAID **PROPERTY DAMAGE**.
- 8. SECURITY PATCHES** ANY **LOSS** RESULTING FROM A DELIBERATE FAILURE BY THE **INSURED** TO COMPLY WITH THE INTERNAL PROCEDURE FOR THE APPLICATION OF VULNERABILITY PATCHES.

9. DATA COLLECTION

ANY CONSEQUENCES RESULTING FROM:

- THE DELIBERATE COLLECTION OF **PERSONAL DATA** BY THE **INSURED**, WHERE SUCH COLLECTION IS UNLAWFUL OR PROHIBITED,
- A DELIBERATE FAILURE TO PROVIDE INFORMATION REGARDING THE COLLECTION AND PROCESSING OF **PERSONAL DATA** AND THE PURPOSE OF SUCH PROCESSING CARRIED OUT BY THE **INSURED**.

Nevertheless, **Defence Costs** shall be paid on account until it has been established by a court decision, which is not subject to appeal, or acknowledged by the **Insured** that the collection of data or failure to provide information was of a deliberate nature.

10. INSURED AGAINST INSURED

ANY **CLAIM** MADE BY OR ON BEHALF OF AN **INSURED**.

It is stipulated that recourse action taken by the **Insureds** against each other where their **Claim** results directly from an initial **Claim** made against them by a **Third Party** shall remain covered.

11. PATENT/ANTI-COMPETITION

ANY **CLAIM** BASED ON OR RESULTING FROM THE FOLLOWING ACTS COMMITTED BY THE **INSURED**:

- A BREACH, VIOLATION, INFRINGEMENT, DISCLOSURE, FRAUDULENT USE OR MISAPPROPRIATION OF ANY PATENT AND/OR TRADE SECRET;
- ANY ACTUAL OR ALLEGED ACT OF UNFAIR COMPETITION OR ANY TYPE OF ANTI-COMPETITIVE CONDUCT;
- ANY FALSE ADVERTISING

The last two points of this exclusion shall not apply to Cover 2.2: "Multimedia cover"

12. SHAREHOLDERS' RECOURSE

ANY **LOSS** RESULTING FROM ANY CLAIM BROUGHT BY OR ON BEHALF OF ANY SHAREHOLDER FOR COMPENSATION FOR A LOSS [PREJUDICE] SUSTAINED IN ITS CAPACITY AS A SHAREHOLDER OF THE **INSURED**.

13. PRODUCTS AND PROFESSIONAL LIABILITY

ANY **CLAIM** BASED SOLELY ON OR ORIGINATING SOLELY FROM THE EXECUTION OR SUPPLY OF PRODUCTS OR SERVICES.

- 14. IMPROVEMENTS TO THE COMPUTER SYSTEM**
- **EXPENSES** INCURRED TO IMPROVE THE PERFORMANCE OF THE **COMPUTER SYSTEM** COMPARED WITH ITS PERFORMANCE LEVELS PRIOR TO THE OCCURRENCE OF THE **LOSS**, UNLESS THE TECHNOLOGY USED PRIOR TO THE SECURITY INCIDENT NO LONGER EXISTS.
 - EXPENSES INCURRED TO RECTIFY ERRORS OR VULNERABILITIES IN SOFTWARE.

It is stipulated that the cover shall continue to apply if such **Expenses** are, in the expert's opinion, necessary to bring to an end an insured **Malicious Attack**.

- 15. INTANGIBLE ASSET** THE ECONOMIC OR MARKET VALUE OF DATA

It is stipulated that the re-acquisition value of **Data** which cannot be reinstated within the scope of cover 1.2 shall remain covered

- 16. MULTIPLIED PORTION OF DAMAGES** IN THE UNITED STATES OF AMERICA ONLY, THE MULTIPLIED PORTION OF MULTIPLIED DAMAGES IN ACCORDANCE WITH THE LAW IS PAYABLE BY THE **INSURED**.

- 17. TAXES AND PENALTIES** TAXES AND DUTIES, FINES AND FINANCIAL PENALTIES OTHER THAN THOSE IMPOSED BY AN **ADMINISTRATIVE AUTHORITY**.

This exclusion shall not apply to the indemnity granted to a **Third Party** as compensation for the losses [préjudices] sustained as a result of a **Loss**

4.2. Exclusions specific to the multimedia cover

- 18. SOFTWARE** THE CONSEQUENCES RESULTING FROM ANY COPYRIGHT INFRINGEMENT RELATING TO A PIECE OF SOFTWARE, A COMPUTER CODE OR A SOFTWARE LICENCE.

- 19. FEES** LICENCE FEES OR COSTS OR ROYALTIES WHICH THE **INSURED** HAS TO PAY IN ORDER TO CONTINUE TO USE AN INTELLECTUAL PROPERTY RIGHT.

4.3. Exclusions specific to Accidental Events

- 20. EXTERNAL FAILURES** THE **FINANCIAL IMPACT** OF A FAILURE OR MALFUNCTION IN TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURES OR THE POWER SUPPLY WHICH IS NOT IN THE **INSURED'S** DIRECT CONTROL.
- 21. PROGRAMMING ERROR** THE **FINANCIAL IMPACT** OF ERRORS, OMISSIONS OR NEGLIGENCE COMMITTED DURING THE DESIGN, DEVELOPMENT OR INTEGRATION OF THE **INSURED'S COMPUTER SYSTEM**.
- 22. WEAR AND TEAR** THE **FINANCIAL IMPACT** OF WEAR AND TEAR, FATIGUE OR AGEING IN ELECTRONIC INSTALLATIONS AND OTHER PROPERTY USED BY THE **INSURED**, RESULTING FROM NORMAL OPERATION OR GRADUAL DETERIORATION WHICH IS USUALLY OR MAY BE COVERED UNDER A MAINTENANCE CONTRACT.
- 23. VOLUNTARY REDUCTION IN SIZE** THE **FINANCIAL IMPACT** OF THE VOLUNTARY REDUCTION IN SIZE OF THE **INSURED'S COMPUTER SYSTEM** (BASED ON THE OPINION OF AN EXPERT) BY THE **INSURED** OR ON ITS BEHALF.

It is specified that all of the exclusions under section 4.3 are not applicable to **Breaches of Confidentiality of Personal Data**.

5. OPERATION OF THE COVERS

5.1. Territorial limits of the covers

The covers under this Policy shall operate worldwide, unless otherwise stipulated in the Particular Conditions.

5.2. Limits of liability

The total limit of liability granted under this Policy is set out in the Particular Provisions.

The total limit of liability shall be the **Insurer's** maximum liability per **Period of Insurance** and for all **Losses** indemnifiable under this Policy.

5.3. Deductibles

The amount of the deductibles applicable to each cover is set out in the Particular Conditions.

In the event that one and the same **Loss** triggers several covers under this policy, the highest deductible shall be applied.

5.4. Temporal operation of the liability covers

5.4.1. Triggering by the Claim

The liability covers shall be triggered by the **Claim**, in accordance with Article L. 124-5 of the French Insurance Code.

The cover triggered by the **Claim** shall cover the **Insured** against the **Pecuniary Consequences of Losses**, provided that the prejudicial event is prior to the date of cancellation or expiry of the cover, and the first **Claim** is sent to the **Insured** or the **Insurer** between the initial inception date of the cover and the expiry of the extended reporting period after the date of cancellation or expiry, irrespective of the date of the other factors making up the **Losses**.

However, the policy shall only cover **Losses** where the **Insured** became aware of the prejudicial event subsequent to the cancellation or expiry date if, at the time when the **Insured** became aware of such prejudicial event, this cover had not been re-effected or had been re-effected on the basis of its being triggered by the prejudicial event.

The **Insurer** shall not cover the **Insured** against the **Pecuniary Consequences of Losses** if it establishes that the **Insured** was aware of the prejudicial event on the date that the cover was effected.

This policy shall be governed by the provisions of the "Claims handling agreement concerning temporal application of the cover and, in particular, assessment of known/unknown liability insurance history (not including medical liability)" adopted by

the General Assembly of the French Federation of Insurance Companies [*Fédération Française des Sociétés d'Assurance* (FFSA)] on 18 December 2007 and any provision replacing such laws or regulations by means of any subsequent amendment.

5.4.2.Duration of the Extended Reporting Period

The **Extended Reporting Period** shall be five (5) years.

5.4.3.Limit of liability for the Extended Reporting Period

The limit of liability triggered during the **Extended Reporting Period** shall be equal to the limit of liability triggered during the year preceding the date of cancellation or expiry of the policy.

This limit shall be exhausted by any payment of indemnity or costs made by the **Insurer** during the **Extended Reporting Period** and it may not be reinstated.

5.4.4.Successive policies

Where one and the same **Loss** is likely to affect the covers provided by several successive policies, the cover triggered by the prejudicial event shall be called upon first, without the application of the fourth and fifth paragraphs of Article L. 121-4 of the French Insurance Code concerning insurances of the same kind.

6. LOSSES

The provisions which follow shall apply to all covers under this policy.

6.1. Notification of loss

Notwithstanding the General Conditions, the **Insured** or the **Insureds** shall be required to notify the **Insurer** in writing as soon as possible of:

- any **Claim** brought during the **Period of Insurance** or the **Extended Reporting Period**, except where the **Claim** must be notified to the **Insured's** former **Insurer** in the cases provided for in the information sheet relating to the temporal operation of the "liability" covers issued to the **Policyholder**;
- any **Loss** discovered during the **period of insurance**.

Any **Financial Impact** resulting from one and the same **Loss** or one and the same **series of Losses** shall be allocated to the **period of insurance** during which the **loss** was notified to the **insurer**.

Losses arising from one and the same technical cause shall be deemed to be one and the same **Loss**.

If, during the **Period of Insurance** or the **Extended Reporting Period**, the **Insured** is aware of facts or circumstances which are likely to constitute a **Loss**, it may:

- notify the **Insurer** in writing of such facts or circumstances, and
- explain the reasons why they anticipate a **Loss**.

Consequently, any **Loss** attributable to such facts or circumstances previously notified to the **Insurer** shall be deemed to have been notified on the date of the initial notification.

6.2. Appointment of the loss assessor (relates only to the 'loss assessor's costs' under clause 1.2)

The **Insured** shall be free to select the assessor subject to the **Insurer's** written agreement.

The **Insurer** must be notified of the selected assessor as soon as possible after the **Loss** has been notified to the **Insurer**.

In any case, only the **Insurer** shall appoint the assessor selected by the **Insured**.

6.3. Insured's Defence

6.3.1. Procedure

The **Insureds** shall be required to defend themselves regardless of who the claimant is or the nature of the **claim**. They shall be free to select their own counsel. Only **Defence Costs** that have been authorised by the **Insurer** shall be paid; the **Insurer** may not refuse to make such payment without a valid reason.

The **Insurer** shall not be required to conduct the **Insureds'** defence.

In any case, the **Insurer** may be joined to the **Insureds'** defence in any proceedings or compromise agreement. The **Insureds** shall be required to provide any information the **Insurer** may demand directly relating to the **Claim** which may be likely to trigger the covers under this policy.

However, in the event of a dispute with the **Insured**, the **Insurer** may decide, up to the limit of its cover, to defend the **Insured** before civil, commercial or administrative courts or arbitration tribunals, conduct the proceedings and be free to exercise recourse action.

Before criminal courts, the **Insurer** may only be joined to the **Insured's** defence and the **Insured** shall continue to manage it, with the exception of the defence of its civil interests which the **Insurer** may decide to assume and any recourse actions which it may freely exercise when the criminal interests of the **Insured** are no longer at stake.

6.3.2. Compromise settlement

The **insured** shall have the right to compromise with the injured persons or their successors.

However, **NO ADMISSION OF LIABILITY AND NO COMPROMISE AGREEMENT REACHED WITHOUT THE INSURER'S CONSENT CAN BE INVOKED AGAINST IT.** In any case, the admission of a material fact shall not constitute an admission of liability, in accordance with Article L. 124-2 of the French Insurance Code.

If the **Insured** refuses the compromise agreement, the **Financial Impact** incurred from the date of the proposed compromise agreement for the **Loss** in question shall not exceed the amount which would have been paid by the **Insured** under such compromise agreement.

6.4. Distribution of the Financial Impact in the event of partially covered Losses

Where a **Loss** relates to both risks covered and risks not covered under this policy, the **Insureds** and the **Insurer** agree to make every effort to determine fairly between them the final distribution of the **Financial Impact**, in particular taking into consideration the legal and financial implications respectively attributable to the risks that are covered or not covered.

6.5. Methods of payment of costs requiring prior consent

If the **Insurer's** prior written consent is required for the covers to be triggered, the **Insurer** shall decide on payment of the costs within 10 working days reckoned from receipt of the documents justifying these costs provided by the **Insured**. Any refusal of cover on the part of the **Insurer** must be justified and reasons given.

Where the **Insurer's** authorisation cannot be feasibly obtained before the **Insured** incurs **Expenses** in an emergency situation, the **Insurer** shall agree to pay such

Expenses retrospectively in accordance with this policy and subject to the "Emergency costs" sub-limit provided for in the Particular Conditions of the Policy.

6.6. Precautionary measures

In the event of a **Loss**, the **Insured** undertakes to immediately take all necessary precautionary measures to limit the extent thereof.

6.7. Cumulative insurance

In accordance with Article L121-4 of the French Insurance Code relating to cumulative insurance, the **Policyholder** may obtain indemnity for the **Financial Impact** from the **Insurer** of its choice.

6.8. Subrogation and waivers of recourse

The **Insurer** shall accept:

- partial waivers of recourse granted by the **Insured**
- full waivers of recourse granted by the **Insured** if:
 - They are customary within the profession, or
 - They are reciprocal.

6.9. Settlement of losses

The **Loss** shall be indemnified to the **Insured** in the country in which it occurred. Where this is not possible, indemnity shall be paid to the **Policyholder** in France, in euros or the equivalent amount in local currency at the current exchange rate:

- within the context of a reimbursement of the **Financial Impact** borne by the **Insured** and/or the **Insureds**: on the date of payment by the **Insured** and/or the **Insureds**.
- within the context of a payment on account for the **Financial Impact** made by the **Insurer**: on the date of payment by the **Insurer**.

6.10. Recovery clause

Any sum recovered (in particular as a result of recourse action), whether by the **Insured** or the **Insurer**, after the **Loss** is indemnified by the **Insurer**, shall be allocated:

- a) firstly, to reimburse the **Insured** for **Losses** covered in excess of the total limit of liability of the **Insured's** Cyber programme,
- b) secondly, to reimburse the **Insured** for the amount of the fixed deductible per **Loss**,
- c) thirdly, to reimburse the **Insured** for expenses it has incurred or indemnities it has paid in respect of a **Loss** which is the subject of recourse action and which are expressly excluded under this policy or any **Loss** not covered, and
- d) finally, to reimburse the **Insurer** for indemnities paid to the **Insured**.

Sums received in application of an insurance policy or reinsurance treaty shall not be deemed to have been recovered for the purposes of this Article.

The limit of liability shall be reinstated in proportion to any sum recovered for the benefit of the **Insurer**.

7. PERIOD OF THE POLICY

7.1. Inception date - Renewal date

This policy shall be effective from the date stipulated in the Particular Conditions.

It shall be renewed on the date stipulated in the Particular Conditions.

This policy shall be renewed automatically at the end of each **Period of Insurance** for a new **Period of Insurance** unless it is cancelled by the **Insurer** or the **Policyholder** by registered letter sent before the renewal date stipulated in Article IX of the Particular Conditions.

7.2. Non-cancellation by the Insurer after a Loss

Notwithstanding the provisions of the General Conditions, the **Insurer** waives its right to cancel this policy during the **Period of Insurance** after a **Loss** or following a notification of circumstances, purely on the basis of the existence of such **Loss** or notification of circumstances.

This provision shall not, under any circumstances, prevent the **Insurer** from cancelling this policy for any other reason provided for in the French Insurance Code, the Special Conditions or the General Conditions.

7.3. Acquisition or incorporation of a subsidiary

If, during the **Period of Insurance**, the **Policyholder** acquires or incorporates a subsidiary whose total assets and/or turnover represent less than 25% of the total assets and/or consolidated turnover of the **Insured**, then the cover under this policy shall apply automatically to such new subsidiary from the date of its acquisition or incorporation.

In the event that inclusion is not automatic, the subsidiary shall be deemed to be an **Insured** if:

- the **Policyholder** has made a written request to the **Insurer** within 90 days of the date of acquisition or incorporation of the subsidiary;
- the **Insurer** has confirmed its agreement by, where applicable, adjusting the conditions of cover and the amount of the premium;
- the **Policyholder** has given its express consent to the adjustment to the conditions of cover and the amount of the premium and has paid the additional premium within the required timeframe.

7.4. Merger or acquisition of the Policyholder

If, during the **Period of Insurance**, a natural or artificial person or a group of natural or artificial persons:

- acquires more than 50% of the **Policyholder's** voting rights or share capital; or
- becomes entitled to appoint or dismiss the majority of the members of the board of directors or the supervisory board (or the equivalent in any country other than France) of the **Policyholder**; or

- becomes the sole controller of the majority of the voting rights in accordance with a written agreement with the **Policyholder's** other shareholders; or
- merges with the **Policyholder** and the latter is not the surviving entity;

then this policy shall be automatically cancelled on the effective date of the amendments referred to above and the covers under this policy shall only apply to **Losses** occurring before the effective date of the amendments referred to above.

7.5. Average clause

The cover shall be granted on a first loss basis.

The **Insurer** waives the right to apply average as set out in Article L 121.5 of the French Insurance Code.

7.6. - Dispute resolution

The Parties agree that disputes arising in relation to the validity, interpretation, performance or non-performance, interruption or cancellation of this policy, shall be subject to mediation led in accordance with the mediation regulations of CEFAREA [*Centre Français d'Arbitrage de Réassurance et d'Assurance = French Reinsurance and Insurance Arbitration Centre*] with which the parties declare that they will comply. In the event that such mediation is unsuccessful, the parties agree that their dispute shall be settled by means of arbitration led in accordance with the arbitration regulations of CEFAREA with which the parties declare that they will comply.

7.7. Confidentiality

The **Policyholder** and Insured shall only be authorised to disclose the existence and/or content of the cover provided for under Article 1.6 in order to comply with a legal or regulatory obligation or with the express prior agreement of the **Insurer**.

8. Other conditions deviating from the XL Catlin General Conditions

Article III. B – 3 – c) supplemented by:

"Article L 160-6

The requisition of ownership of a movable asset, in full or in part, shall, subject to the limit of the requisition, lead to the automatic cancellation of or reduction in the insurance policies relating to such property, reckoned from the date of disposal thereof. However, instead of cancellation, the insured shall be entitled to have the insurer simply to suspend the effects of the policy, with a view to reinstating it on the same or similar risks.

The requisition of use of movable or immovable property, in full or in part, shall lead to the automatic suspension of the effects of the insurance policies relating to such property, subject to the limit of the requisition, and to the extent that the State is liable as defined in Article 20 of Decree No. 59-63 of 6 January 1959.

The suspension stipulated in the above paragraphs shall not modify the period of the policy or the respective rights of the parties in relation to such period. It shall take effect on the date of the loss of use of the property. The suspended policy shall be automatically reinstated from the date of the total or partial return of the property required, if it has not previously been terminated on legal grounds or for reasons accepted under the policy; the insured must, by registered letter, notify the insurer of such return within one month from the date on which it became aware thereof. Failure to provide notification within this period shall mean that the policy shall only be reinstated from the date on which the insurer received the notification of return from the insured."

Article IV of the XL Catlin General Conditions supplemented by:

"Article L113-8 amended by Law no. 81-5 of 7 January 1981 - Art. 32 JORF [Official Gazette of the French Republic] 8 January 1981 amended by JORF 8 February 1981

Code de champ modifié

Irrespective of the usual causes of nullity and subject to the provisions of Article L. 132-26, the insurance policy shall be null and void in the event of any deliberate non-disclosure or misrepresentation on the part of the insured, where such non-disclosure or misrepresentation changes the subject-matter of the risk or makes it less attractive to the insurer, even if the risk not disclosed or misrepresented by the insured has had no bearing on the loss.

Any premiums paid shall then remain due to the insurer who shall be entitled to receive payment for all outstanding premiums by way of damages.

The provisions of paragraph 2 of this Article shall not apply to life insurance.

Article L113-9

Non-disclosure or misrepresentation on the part of the insured shall not render the policy null and void where there is no evidence of bad faith.

If it is discovered before any loss occurs, the insurer shall be entitled either to continue the policy in consideration of an increase in the premium agreed by the insured, or to cancel the policy ten days

after notification sent to the insured by registered letter, returning the unexpired portion of the premium.

If it is only discovered after a loss has occurred, the indemnity shall be reduced in the proportion that the premium rates paid bear to the premium rates which would have been payable had the risks been fully and accurately declared."

Article V of the XL Catlin General Conditions deleted and replaced by:

"The annual premium (or, in the event that it is payable by instalments, the premium instalments) and the additional costs, the amount of which is stipulated in the particular conditions, as well as the taxes and duties on the insurance policies, shall be payable on the terms stipulated in the particular conditions, either at our registered office, or to our agent if one has been appointed for this purpose in the particular conditions."

Article V, paragraph 4 of the XL Catlin General Conditions deleted and replaced by:

"We reserve the right to cancel the policy ten (10) days after the expiry of the thirty (30) day suspension period referred to above, by notifying you, either in the form of a registered letter serving as a formal notice or another registered letter."

Article VI, paragraph 1 of the XL Catlin General Conditions deleted and replaced by:

"UNDER PENALTY OF FORFEITURE (SUBJECT TO THE ESTABLISHMENT BY THE INSURER OF THE LOSS [PREJUDICE] CAUSED BY THE DELAY IN THE NOTIFICATION, EXCEPT IN THE CASE OF FORCE MAJEURE), YOU SHALL BE OBLIGED TO NOTIFY US OF ANY EVENT WHICH MAY TRIGGER THE COVER UNDER YOUR POLICY WITHIN TEN (10) DAYS FROM THE DATE ON WHICH YOU BECAME AWARE OF IT."

“ASSISTANCE” AND “ASSISTANCE COSTS” COVER ENDORSEMENT

Following a **Breach of Confidentiality of Personal Data** or a **Cyber-attack** discovered during the **Period of Insurance**, whether actual or reasonably assumed, services may be supplied at each stage.

Two scenarios:

- A. You invoke the “Assistance” section: the **Insurer** shall bear the costs incurred by or on behalf of the **Insured** in respect of the **response advisor** and its partners employed by the **Insurer** (contact information below) responsible for implementing emergency measures.

OR

- B. You invoke the “Assistance costs” section: the **Insurer** shall bear the costs incurred by or on behalf of the **Insured** in respect of the **IT expert**, the **crisis management consultant** and/or the **legal consultant** of your choice from the list of experts pre-approved by the **Insurer** and set out below.

The covers shall operate up to 96h after the first of the consultants takes charge.
--

1. Response Advisor

Company appointed by the **Insurer** to co-ordinate the involvement of the **IT expert**, the **crisis management consultant** and the supply of **legal advice**.

2. IT Expert

IT security expert responsible for:

- ascertaining whether, during the **Period of Insurance**, a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** has occurred or is occurring;
- ascertaining the origin of such a **Cyber-attack** or **Breach of Confidentiality of Personal Data**;
- ascertaining the extent of the **Data** which has been disclosed or altered;
- limiting or containing the effects of such a **Cyber-attack** or **Breach of Confidentiality of Personal Data**.

3. Legal/Court-appointed Consultant

Consultation of a lawyer responsible for:

1. ascertaining whether the **Personal Data Regulations** apply and taking the necessary steps to enable the **Insured** to comply therewith.
2. supplying legal/judicial assistance following a **Breach of Confidentiality of Personal Data** or a **Cyber-attack**.

4. Crisis Management/Communications Consultant:

Crisis management/communications consultant to

1. help the **Insured** with internal and external crisis management,
2. develop and/or implement a communications strategy aimed at mitigating any damage to the **Insured's** reputation, following a **Breach of Confidentiality of Personal Data** or a **Cyber-attack**.

CONSULTANTS PROPOSED (SECTION A) AND PRE-APPROVED (SECTION B) BY THE INSURER:

	CONSULTANTS PROPOSED (SECTION A)	OR PRE-APPROVED (SECTION B)
Crisis management/communications consultant:	- Charles Taylor Adjusting special/dedicated number TBC (24/7/365)	- Fleishman Hillard
IT security consultant	- Grant Thornton	- Xmco - Lexfo - Wavestone
Legal/court-appointed consultant	- Clyde & Co - Dentons - CMS	- Me Caprioli

CYBER RISQUES
Contrat d'assurance 2^{ème} ligne

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat 2^{ème} ligne n° FRCYNA20819 :

Point 1. **Souscripteur :**

CNP ASSURANCES

Société anonyme au capital social de 686 618 477 euros, entièrement libéré, entreprise régie par le Code des assurances,

Ayant son siège social au **4 Place Raoul Dautry - 75015 PARIS**, enregistrée au SIREN sous le n° 341 737 062 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 341 737 062.

Représentée par **Philippe VAN HAECKE** dûment habilitée aux fins des présentes.

Point 2. **Assureur :**

Chubb European Group Limited

Chubb European Group Limited , compagnie d'assurance de droit anglais sise 100 Leadenhall Street, London, EC3A 3BP, immatriculée sous le numéro 1112892 et dont la succursale pour la France est sise Le Colisée, 8, avenue de l'Arche à Courbevoie (92400), numéro d'identification 450 327 374 R.C.S. Nanterre.

Chubb European Group Limited est soumise aux contrôles de la Prudential Regulation Authority PRA (20 Moorgate, London EC2R 6DA, Royaume Uni) et de la Financial Conduct Authority FCA (25 The North Colonnade, Canary Wharf, Londres E14 5HS, Royaume Uni).

Point 3. **Courtier :**

MARSH S.A.S

Société par Actions Simplifiée au capital de 5.807.566 euros, dont le siège est situé Tour Ariane - 5, Place des Pyramides - 92800 Puteaux, immatriculée sous le n° 572 174 415 RCS Nanterre, Assurances RC professionnelle et garantie financière conformes aux articles L512-6 et suivants du code des assurances,

TVA intra-communautaire n° FR 05 572 174 415,

n° ORIAS 07.001.037 <http://www.orias.fr>, code APE 6622Z

Point 4. **Dates**

Date d'effet : 1^{er} mars 2017 à 00h00, heure de Paris

Date d'échéance annuelle : 1^{er} mars à 00h00, heure de Paris

Date de première échéance : 1^{er} mars 2018 à 00h00, heure de Paris

Préavis : 03 mois

Point 5. **Plafond des Garanties (y compris frais de défense) :**

La garantie s'exerce :

- à concurrence de 25 000 000 EUR par **Période d'assurance**,
- en excédent et / ou après épuisement de 25 000 000 EUR par **Période d'assurance**, accordés au titre du **Contrat de 1ère ligne** ci-après désignée.

Point 6. **Contrats sous-jacents**

Contrat de 1ère ligne

Société apéritrice : XL Catlin, 100% 25 M€

Numéro de contrat : FR00010859EO17A

Plafond des garanties : 25 000 000 EUR par **Période d'assurance**, intervenant après la franchise par sinistre de 1 000 000 EUR.

Point 7. **Prime annuelle**

- hors frais et taxe
- hors commission de courtage

205 000 EUR

Point 8. **Notifications**

Toutes notifications destinées à l'**Assureur** doivent être adressées à :

Chubb European Group Limited
Le Colisée - 8, avenue de l'Arche
92400 Courbevoie

Point 9. **Assureur**

Pour déterminer les parts de primes et le montant des parts en cas de sinistre, seules les parts ci-dessous en euros font foi.

Société apéritrice : **Chubb European Group Limited**

Capacité : 25 000 000 EUR

Numéro de contrat : FRCYNA2081

CONDITIONS SPECIALES**Les garanties Dommages**

Les garanties dommages du présent contrat sont déclenchées par la découverte du sinistre.

Les garanties de Responsabilité Civile

Les garanties responsabilité civile du présent contrat sont déclenchées par la réclamation conformément à l'accord des parties, conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances.

IL EST ENTENDU QUE LA GARANTIE S'APPLIQUE UNIQUEMENT AUX RECLAMATIONS PRESENTES A L'ASSURE OU A SON ASSUREUR AU COURS DE LA PERIODE D'ASSURANCE OU DE LA PERIODE SUBSEQUENTE.

1. Objet du contrat**Les garanties Dommages**

Les garanties dommages du présent contrat s'appliquent conformément aux clauses, conditions et exclusions du **Contrat de 1^{ère} ligne**, sous réserve des dispositions du présent contrat.

Les garanties Responsabilité Civile

Les garanties responsabilité civile du présent contrat s'appliquent conformément aux clauses, conditions et exclusions du **Contrat de 1^{ère} ligne**, sous réserve des dispositions du présent contrat.

2. Fonctionnement du contrat

Les garanties du présent contrat s'exercent pendant la **Période d'assurance** et la période subséquente en excédent et/ou après épuisement du plafond des garanties du **Contrat de 1^{ère} ligne**.

3. Définitions

« **Assuré** » - Toute personne physique ou morale bénéficiant de la qualité d'**Assuré** telle que définie dans le **Contrat de 1^{ère} ligne**.

« **Assureur** » - L'entité désignée au Point 2 des Conditions Particulières.

« **Plafond des Garanties** » - Plafond désigné au Point 5 des Conditions Particulières.

« **Période d'assurance** » - Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

« **Contrat de 1^{ère} ligne** » - le **Contrat** désigné au Point 6 des Conditions Particulières.

« **Souscripteur** » - L'entité désignée au Point 1 des Conditions Particulières.

4. Maintien des garanties du Contrat de 1^{ère} ligne

Le présent contrat ne pourra produire ses effets qu'à la condition que le **Contrat de 1ère ligne** soit maintenue par le **Souscripteur** pendant la **Période d'assurance**. L'épuisement du **Contrat de 1ère ligne** n'est pas considéré comme un cas de non-maintien du **Contrat de 1ère ligne**.

En cas de résiliation par un **Assureur** du **Contrat de 1ère ligne** pendant la **Période d'assurance**, pour quelque motif que ce soit prévu par le **Contrat de 1ère ligne** ou par le Code des assurances, y compris à la suite de la liquidation judiciaire de l'Assureur de ce **Contrat de 1ère ligne**, il est entendu que les garanties du présent contrat continueront à s'appliquer selon ses clauses et conditions, et exclusivement à hauteur de son seuil d'intervention.

Le **Souscripteur** s'engage à informer par écrit l'**Assureur** de la résiliation du **Contrat de 1ère ligne** dans les 30 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance.

Si, pendant la **Période d'assurance**, les termes et conditions du **Contrat de 1ère ligne** sont modifiés, ces modifications devront être notifiées par écrit par le **Souscripteur** à l'**Assureur** dans les meilleurs délais et expressément acceptées par ce dernier.

En cas de non respect de cette notification et/ou à défaut d'acceptation par écrit de ces modifications par l'**Assureur**, celui-ci ne sera pas tenu au-delà des conditions auxquelles il s'était précédemment engagé.

5. Epuisement du Contrat de 1ère ligne

Il est rappelé que la garantie intervient en excédent et/ou après épuisement du plafond des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, y compris si les garanties du **Contrat de 1ère ligne** sont épuisées par des sinistres non couverts au titre du présent contrat.

Dans le cas où le montant d'un sinistre excède le plafond des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, le présent contrat prend en charge le montant du sinistre excédant le plafond des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, dans la limite du **Plafond des Garanties** prévu au Point 5 des Conditions Particulières.

Il est entendu qu'en cas de non paiement total ou partiel d'un sinistre et/ou de Frais de Défense par le **Contrat de 1ère ligne**, le présent contrat interviendra selon ses clauses et conditions et exclusivement à hauteur de son seuil d'intervention.

Pour tout sinistre intervenant après épuisement total du plafond des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, la garantie du présent contrat s'exerce en première ligne, aux clauses et conditions du **Contrat de 1ère ligne** complétées par les éventuelles restrictions figurant dans le présent contrat, en excédent des franchises stipulées dans le **Contrat de 1ère ligne**.

Il est expressément rappelé que si un sinistre est exclu des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, le présent contrat ne garantira pas ledit sinistre, ses garanties ne pouvant être plus étendues que celles du **Contrat de 1ère ligne**.

LE PRESENT CONTRAT EXCLUT TOUT SINISTRE FAISANT L'OBJET D'UNE GARANTIE SOUS-LIMITÉE AU TITRE DU **CONTRAT DE 1ère LIGNE**, mais reconnaît l'érosion du montant des garanties du **Contrat de 1ère ligne** du fait de règlements effectués au titre de ces garanties sous-limitées.

Toutefois, en cas d'épuisement du montant des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, les garanties faisant l'objet de sous-limites dans le **Contrat de 1ère ligne**, seront accordées au titre du présent contrat à hauteur des montants des sous-limites prévues par le **Contrat de 1ère ligne**, et ce, uniquement pour la partie non consommée des dites sous limites. Les dispositions

de la présente clause ne peuvent avoir pour effet d'augmenter l'engagement maximum de **l'Assureur** par rapport à son engagement initial, tel que stipulé au point 5 des Conditions Particulières du présent contrat, avant reprise des garanties sous limitées.

Si à l'occasion d'un seul et même sinistre, la mise en œuvre d'une clause de non-cumul - sous réserve de son applicabilité - entre le **Contrat de 1ère ligne** et un ou plusieurs autre(s) contrat(s) souscrit(s) auprès du même Assureur de ce **Contrat de 1ère ligne** et/ou auprès de l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur, n'entraîne pas l'épuisement du **Contrat de 1ère ligne**, le présent contrat interviendra en excédent du montant des garanties payé au titre du **Contrat de 1ère ligne** et/ou de la ou des autres contrats souscrits auprès du même Assureur et/ou auprès de l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur, sous réserve que l'Assureur du **Contrat de 1ère ligne** et/ou l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur règle bien des frais de défense et/ou une indemnité pour un montant équivalent au total du montant des garanties disponible stipulé dans le **Contrat de 1ère ligne**.

6. Fonctionnement de la garantie dans le temps

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'**Assuré** contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée au souscripteur, entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration du délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu du souscripteur postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'**Assuré** a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'**Assureur** ne couvre pas l'**Assuré** contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'**Assuré** avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

7. Plafond des Garanties au titre de la garantie subséquente :

Conformément au **Contrat de 1ère ligne**.

Il est précisé que les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application de l'article L.113-3 du Code des assurances. En conséquence si l'**Assureur** exerce son droit à résiliation en cas de non-paiement de prime, ou de fraction de prime par le **Souscripteur**, les **Assurés** ne pourront prétendre au bénéfice de la Garantie Subséquente.

8. Déclaration de sinistre

Les déclarations de sinistres ou de circonstances faites à l'Assureur du **Contrat de 1ère ligne** doivent, pour les sinistres risquant d'entraîner la mise en jeu de la garantie du présent contrat, être également adressées à l'**Assureur** du présent contrat dans les mêmes délais que ceux prévus dans le **Contrat de 1ère ligne**. Ces déclarations sont soumises aux mêmes sanctions pour déclaration tardive que celles prévues dans cet contrat.

De même, le **Souscripteur** aura l'obligation d'informer l'**Assureur** du présent contrat lorsque plusieurs sinistres cumulés dépassent manifestement le plafond des garanties du **Contrat de 1ère ligne**, et de lui déclarer lesdits sinistres.

Par ailleurs, si l'**Assureur** le demande, le **Souscripteur** est dans l'obligation d'informer celui-ci par écrit lors des négociations de renouvellement du présent contrat et au plus tard 01 mois avant la date du préavis du présent contrat, de toute réclamation et / ou de toute circonstance susceptible de mettre en jeu les garanties **du Contrat de 1ère ligne** et déclarée à l'Assureur du **Contrat de 1ère ligne** pendant la **Période d'assurance**.

9. Gestion des sinistres

Conformément au **Contrat de 1ère ligne**.

10. Reconnaissance de responsabilité - Transactions

Conformément au **Contrat de 1ère ligne**.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu de la matérialité d'un fait.

11. Résiliation du contrat

Conformément au **Contrat de 1ère ligne**.

L'**Assureur** s'engage à ne pas résilier le présent contrat pendant la **Période d'assurance** en cas de sinistre ou de notification de circonstances.

12. Loi applicable et tribunaux compétents

Conformément au **Contrat de 1ère ligne**.

Fait à Courbevoie, le 9 mai 2017

L'Assuré

La Compagnie

Chubb European Group Limited,
compagnie d'assurance de droit anglais sise 100 Leadenhall Street, London,
EC3A 3BP, immatriculée au le numéro 1112892 des directrices pour
la France au 8. Le Colisée, 8, avenue de l'Arche à Courbevoie (92400), numéro d'identification 450 327 374 R.C.S. Nanterre.
Chubb European Group Limited est soumise aux contrôles de la Prudential Regulation
Authority PRA (20 Moorgate, London EC2R 6DA, Royaume Uni) et de la Financial Conduct
Authority FCA (25 The North Colonnade, Canary Wharf, Londres E14 5HS, Royaume Uni)

Dispositions Particulières

Cyber Risques – Contrat d'assurance 3^{ème} Ligne

Compagnie : Zurich Insurance plc, Succursale pour la France, DOMESTIC, AH

<i>Souscripteur</i> SA CNP ASSURANCES 4 PLACE RAOUL DAUTRY 75015 PARIS France

<i>Intermédiaire</i> SAS MARSH CBT LA DEFENSE RGT TOUR ARIANE LA DEFENSE 9 92088 PARIS LA DEFENSE CEDEX Code B70011
--

<i>N° du contrat</i>	<i>Date d'émission</i>	<i>N° d'avenant</i>
7400030843	02/05/2017	AFFAIRE NOUVELLE

Date d'effet : 01/03/2017	Echéance annuelle : 01/03	Périodicité du paiement : 12 mois
---------------------------	---------------------------	-----------------------------------

Période d'assurance	Cotisation nette	Accessoires	Taxes	Total à payer
Du 01/03/2017 au 01/03/2018	267 449,66	95,00	24 079,02	EUR 291 623,68

Le présent contrat se compose :

- des Dispositions Particulières
- des Conditions Particulières de la page 1 à la page 4
- des Conventions Spéciales de la page 5 à la page 12

Les présentes Dispositions Particulières comportent une suite dont le souscripteur reconnaît avoir pris connaissance.

Le soussigné peut demander à la Compagnie communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires, des réassureurs et organismes professionnels.

Durée du Contrat : Un an avec tacite reconduction et faculté de résiliation à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 3 mois.
--

La Direction de Zurich



Le souscripteur
(Visa et Cachet)

Zurich Insurance plc
484 373 295 RCS Paris
112, avenue de Wagram
75808 Paris cedex 17

CYBER RISQUES
Contrat d'assurance 3^{ème} ligne

CONDITIONS PARTICULIERES

Contrat 3^{ème} ligne n° 7400030843 :

Point 1. **Souscripteur :**

CNP ASSURANCES

Société anonyme au capital social de 686 618 477 euros, entièrement libéré, entreprise régie par le Code des assurances,
Ayant son siège social au **4 Place Raoul Dautry - 75015 PARIS**,
enregistrée au SIREN sous le n° 341 737 062 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 341 737 062.
Représentée par **Philippe VAN HAECKE** dûment habilitée aux fins des présentes.

Point 2. **Assureur :**

ZURICH INSURANCE PUBLIC LIMITED COMPANY,

Société de droit irlandais immatriculée en Irlande sous le n° 13460,
dont le siège social est situé à Zurich House, Ballsbridge Park, Dublin 4,
Irlande ; agissant en France par l'intermédiaire de sa succursale
immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 484 373 295,
dont le siège spécial est situé au 112 avenue de Wagram, 75808 Paris
cedex 17

Point 3. **Courtier :**

MARSH S.A.S

Société par Actions Simplifiée au capital de 5.807.566 euros, dont le
siège est situé Tour Ariane - 5, Place des Pyramides - 92800 Puteaux,
immatriculée sous le n° 572 174 415 RCS Nanterre,
Assurances RC professionnelle et garantie financière conformes aux
articles L512-6 et suivants du code des assurances,
TVA intra-communautaire n° FR 05 572 174 415,
n° ORIAS 07.001.037 <http://www.orias.fr>, code APE 6622Z

Point 4. **Dates**

Date d'effet : 1^{er} mars 2017 à 00h00, heure de Paris

Date d'échéance annuelle : 1^{er} mars à 00h00, heure de Paris

Date de première échéance : 1^{er} mars 2018 à 00h00, heure de Paris

Préavis : 03 mois

Point 5. **Plafond des Garanties (y compris frais de défense) :**

La garantie s'exerce :

- à concurrence de 50 000 000 EUR par **Période d'assurance**,
- en excédent et / ou après épuisement de 50 000 000 EUR par **Période d'assurance**, accordés au titre des **Contrats Sous-jacents** ci-après désignés.

Point 6. **Contrats sous-jacents**

Contrat de 1ère ligne

Société apéritrice : XL Catlin, 100%
Numéro de Contrat : FR00010859EO17A

Plafond des garanties : 25 000 000 EUR par **Période d'assurance**, intervenant après la franchise par sinistre de 1 000 000 EUR.

Contrat de 2^{ème} ligne

Société apéritrice : ACE European Group Limited, 100%
Numéro de Contrat : FRCYNA20819

Plafond des garanties : 25 000 000 EUR par **Période d'assurance**, intervenant en excédent et/ou après épuisement de 25 000 000 EUR de garantie au titre des Contrats sous-jacents et après la franchise par sinistre de 1 000 000 EUR.

Point 7. **Prime annuelle**

- hors frais et taxe
- hors commission de courtage

250 000 EUR

Point 8. **Notifications**

Toutes notifications destinées à l'**Assureur** doivent être adressées à :

Directeur des sinistres
ZURICH INSURANCE PLC
112 AVENUE DE WAGRAM
75 808 PARIS CEDEX 17 – France

Point 9. **Coassurance**

Pour déterminer les parts de primes et le montant des parts en cas de sinistre, seules les parts ci-dessous en euros font foi.

Société apéritrice : Zurich Insurance Plc.
Capacité : 20 000 000 EUR (40%)

Numéro de Contrat : 7400030843

Coassureur : AIG Europe Limited

AIG Europe Limited, société au capital de 197 118 478 livres sterling, immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 01486260. Siège social : The AIG Building, 58 Fenchurch Street, London EC3M 4AB, United Kingdom. Succursale pour la France : Tour CB 21 - 16 Place de l'Iris, 92400 Courbevoie. Adresse Postale : Tour CB 21 - 16 Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense Cedex. RCS Nanterre 752 862 540.

Capacité : 15 000 000 EUR (30%)

Numéro de Contrat : 2.600.129

Coassureur : Allianz Global Corporate & Specialty SE

Succursale française d'Allianz Global Corporate & Specialty SE, société européenne au capital social de 36.740.661 €, dont le siège social est sis à Königinstrasse 28, 80802 Munich, Allemagne - immatriculée sous le numéro HRB Munich 208312. La succursale française est immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 487 424 608

Allianz Global Corporate & Specialty SE est soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht : Graurheindorfer Strasse 108 – 53117 Bonn, Allemagne

Capacité : 10 000 000 EUR (20%)

Numéro de Contrat : FRF00045817

Coassureur : HCC International Insurance Company Plc

Authorised by the UK Prudential Regulation Authority and regulated by the UK Financial Conduct Authority and Prudential Regulation Authority. HCCI is registered with Companies House of England and Wales No. 01575839 with a registered office address of 1 Aldgate, London, EC3N 1RE, UK. In Spain, HCCI operates through its Spanish Branch, registered with and regulated for policyholder and intermediary matters by the Spanish General Directorate of Insurance and Pension Funds (Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones) under the code E0191. The Spanish Branch is registered with the Mercantile Registry of Barcelona, at volume 43,744, page 202, sheet number B-437127, registration entry 7 with a registered address at Torre Diagonal Mar, Josep Pla 2, 10th floor, 08019 Barcelona, Spain. The Spanish Branch has Spanish VAT number ("N.I.F") W0060927-A.

Capacité : 5 000 000 EUR (10%)

Numéro de Contrat : 17G190690002

Le présent contrat est établi sur la base des déclarations faites à l'**Assureur** et des informations qu'elles contiennent.

Le présent contrat est constitué des présentes Conditions Particulières et Conditions Spéciales. Les Conditions Générales applicables au présent contrat sont celles du **Contrat de 1^{ère} ligne**, lesquelles font partie intégrantes du présent contrat. Les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Spéciales lesquelles prévalent sur les Conditions Générales.

Fait à Paris, le 02.05.2017

Souscripteur	Société Apéritrice
<p data-bbox="373 745 632 775">CNP Assurances SA</p> <p data-bbox="304 1003 695 1032">Signature et cachet commercial</p>	<p data-bbox="932 750 1187 779">Zurich Insurance Plc</p> <p data-bbox="874 853 1273 898">Zurich Insurance plc</p> <p data-bbox="932 898 1219 927">484 373 295 RCS Paris</p> <p data-bbox="892 927 1257 965">112, avenue de Wagram</p> <p data-bbox="908 965 1235 1003">75808 Paris cedex 17</p> <p data-bbox="863 1003 1251 1032">Signature et cachet commercial</p>

CONDITIONS SPECIALES**Les garanties Dommages**

Les garanties dommages du présent contrat sont déclenchées par la découverte du sinistre.

Les garanties de Responsabilité Civile

Les garanties responsabilité civile du présent contrat sont déclenchées par la réclamation conformément à l'accord des parties, conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances.

IL EST ENTENDU QUE LA GARANTIE S'APPLIQUE UNIQUEMENT AUX RECLAMATIONS PRESENTES A L'ASSURE OU A SON ASSUREUR AU COURS DE LA PERIODE D'ASSURANCE OU DE LA PERIODE SUBSEQUENTE.

1. Objet du contrat**Les garanties Dommages**

Les garanties dommages du présent contrat s'appliquent conformément aux clauses, conditions et exclusions du **Contrat de 1^{ère} ligne**, sous réserve des dispositions du présent contrat.

Les garanties Responsabilité Civile

Les garanties responsabilité civile du présent contrat s'appliquent conformément aux clauses, conditions et exclusions du **Contrat de 1^{ère} ligne**, sous réserve des dispositions du présent contrat.

2. Fonctionnement du contrat

Les garanties du présent contrat s'exercent pendant la **Période d'assurance** et la période subséquente en excédent et/ou après épuisement du plafond des garanties des **Contrats Sous-Jacents**.

3. Définitions

« **Assuré** » - Toute personne physique ou morale bénéficiant de la qualité d'**Assuré** telle que définie dans le **Contrat de 1^{ère} ligne**.

« **Assureur** » - L'entité désignée au Point 2 des Conditions Particulières.

« **Plafond des Garanties** » - Le plafond désigné au Point 5 des Conditions Particulières.

« **Période d'assurance** » - Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

« **Contrat de 1^{ère} ligne** » - Le Contrat désigné au Point 6 des Conditions Particulières.

« **Coassureurs** » - Les société listées au point 9 des Conditions particulières

« **Contrats Sous-Jacents** » - tous contrats désignés à l'Article 6 des Conditions Particulières du présent contrat et tous contrats qui les remplacent

« **Société apéritrice** » - La société listée au point 2 des Conditions particulières

« **Souscripteur** » - L'entité désignée au Point 1 des Conditions Particulières.

4. **Maintien des garanties des Contrats sous-jacents**

Le présent contrat ne pourra produire ses effets qu'à la condition que les **Contrats sous-jacents** soient maintenus par le **Souscripteur** pendant la **Période d'assurance**. L'épuisement des **Contrats sous-jacents** n'est pas considéré comme un cas de non-maintien des **Contrats sous-jacents**.

En cas de résiliation par un **Assureur** d'un ou plusieurs **Contrats sous-jacents** pendant la **Période d'assurance**, pour quelque motif que ce soit prévu par les **Contrats sous-jacents** ou par le Code des assurances, y compris à la suite de la liquidation judiciaire de l'Assureur de ce **Contrat sous-jacent**, il est entendu que les garanties du présent contrat continueront à s'appliquer selon ses clauses et conditions, et exclusivement à hauteur de son seuil d'intervention.

Le **Souscripteur** s'engage à informer par écrit l'**Assureur** de la résiliation des **Contrats Sous-jacents** dans les 30 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance.

Si, pendant la **Période d'assurance**, les termes et conditions des **Contrats Sous-jacents** sont modifiés, ces modifications devront être notifiées par écrit par le **Souscripteur** à l'**Assureur** dans les meilleurs délais et expressément acceptées par ce dernier.

En cas de non respect de cette notification et/ou à défaut d'acceptation par écrit de ces modifications par l'**Assureur**, celui-ci ne sera pas tenu au-delà des conditions auxquelles il s'était précédemment engagé.

5. **Epuisement des Contrats sous-jacents**

Il est rappelé que la garantie intervient en excédent et/ou après épuisement du plafond des garanties des **Contrats sous-jacents**, y compris si les garanties des **Contrats sous-jacents** sont épuisées par des sinistres non couverts au titre du présent contrat.

Dans le cas où le montant d'un sinistre excède le plafond des garanties des **Contrats sous-jacents**, le présent contrat prend en charge le montant du sinistre excédant le plafond des garanties des **Contrats sous-jacents**, dans la limite du **Plafond des Garanties** prévu au Point 5 des Conditions Particulières.

Il est entendu qu'en cas de non paiement total ou partiel d'un sinistre et/ou de Frais de Défense par un ou plusieurs **Contrats sous-jacents**, le présent contrat interviendra selon ses clauses et conditions et exclusivement à hauteur de son seuil d'intervention.

Pour tout sinistre intervenant après épuisement total du plafond des garanties des **Contrats sous-jacents**, la garantie du présent contrat s'exerce en première ligne, aux clauses et conditions du **Contrat de 1^{ère} ligne** complétées par les éventuelles restrictions figurant dans le présent contrat, en excédent des franchises stipulées dans le **Contrat de 1^{ère} ligne**.

Il est expressément rappelé que si un **Sinistre** est exclu des garanties des **Contrats sous-jacents**, le présent contrat ne garantira pas ledit sinistre, ses garanties ne pouvant être plus étendues que celles des **Contrats sous-jacents**.

LE PRESENT CONTRAT EXCLUT TOUT SINISTRE FAISANT L'OBJET D'UNE GARANTIE SOUS-LIMITEE AU TITRE DES **CONTRATS SOUS-JACENTS**, mais reconnaît l'érosion du montant des garanties des **Contrats sous-jacents** du fait de règlements effectués au titre de ces garanties sous-limitées.

Toutefois, en cas d'épuisement du montant des garanties des **Contrats sous-jacents**, les garanties faisant l'objet de sous-limites dans la le **Contrat de 1^{ère} ligne**, seront accordées au titre du présent contrat à hauteur des montants des sous-limites prévues par le **Contrat de 1^{ère} ligne**, et ce, uniquement pour la partie non consommée des dites sous limites. Les dispositions de la présente clause ne peuvent avoir pour effet d'augmenter l'engagement maximum de l'**Assureur** par rapport à son engagement initial, tel que stipulé au point 5 des Conditions Particulières du présent contrat, avant reprise des garanties sous limitées.

Si à l'occasion d'un seul et même sinistre, la mise en œuvre d'une clause de non-cumul - sous réserve de son applicabilité - entre les **Contrats sous-jacents** et un ou plusieurs autre(s) Contrat(s) souscrit(s) auprès du même Assureur de ces **Contrats sous-jacents** et/ou auprès de l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur, n'entraîne pas l'épuisement des **Contrats sous-jacents**, le présent contrat interviendra en excédent du montant des garanties payé au titre des **Contrats sous-jacents** et/ou de la ou des autres Contrats souscrites auprès du même Assureur et/ou auprès de l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur, sous réserve que l'Assureur des **Contrats sous-jacents** et/ou l'une des sociétés faisant partie du Groupe auquel appartient cet Assureur règle bien des frais de défense et/ou une indemnité pour un montant équivalent au total du montant des garanties disponible stipulé dans les **Contrats sous-jacents**.

6. Fonctionnement de la garantie dans le temps

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'**Assuré** contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée au **Assuré**, entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration du délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'**Assuré** postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'**Assuré** a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'**Assureur** ne couvre pas l'**Assuré** contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'**Assuré** avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

7. Plafond des Garanties au titre de la garantie subséquente :

Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

Il est précisé que les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application de l'article L.113-3 du Code des assurances. En conséquence si l'**Assureur** exerce son droit à résiliation en cas de non-paiement de prime, ou de fraction de prime par le **Souscripteur**, les **Assurés** ne pourront prétendre au bénéfice de la Garantie Subséquente.

8. Déclaration de sinistre

Les déclarations de sinistres ou de circonstances faites à l'Assureur du **Contrat de 1^{ère} ligne** doivent, pour les sinistres risquant d'entraîner la mise en jeu de la garantie du présent contrat, être également adressées à l'**Assureur** du présent contrat dans les mêmes délais que ceux prévus dans le **Contrat de 1^{ère} ligne**. Ces déclarations sont soumises aux mêmes sanctions pour déclaration tardive que celles prévues dans ce Contrat.

De même, le **Souscripteur** aura l'obligation d'informer l'**Assureur** du présent contrat lorsque plusieurs sinistres cumulés dépassent manifestement le plafond des garanties des **Contrats sous-jacents**, et de lui déclarer lesdits sinistres.

Par ailleurs, si l'**Assureur** le demande, le **Souscripteur** est dans l'obligation d'informer celui-ci par écrit lors des négociations de renouvellement du présent contrat et au plus tard 01 mois avant la date du préavis du présent contrat, de toute réclamation et / ou de toute circonstance susceptible de mettre en jeu les garanties des **Contrats sous-jacents** et déclarée à l'Assureur des **Contrats sous-jacents** pendant la **Période d'assurance**.

9. Gestion des sinistres

Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

10. Reconnaissance de responsabilité - Transactions

Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu de la matérialité d'un fait.

11. Résiliation du contrat

Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

L'**Assureur** s'engage à ne pas résilier le présent contrat pendant la **Période d'assurance** en cas de sinistre ou de notification de circonstances.

12. Loi applicable et tribunaux compétents

Conformément au **Contrat de 1^{ère} ligne**.

13. Coassurance

Les risques faisant l'objet du présent contrat sont couverts en coassurance par les Sociétés désignées au Point 9 des Conditions Particulières et signataires de l'engagement de coassurance ci-joint. Elles agissent sans solidarité entre elles pour l'exécution de leurs obligations découlant du présent contrat, dans la limite de leurs parts respectives et selon les modalités ci-après.

Le **Souscripteur** ou l'**Assuré** doit s'adresser à la **Société Apéritrice** agissant au nom et pour le compte des **Coassureurs** pour les déclarations relatives au présent contrat, notamment déclaration des risques, déclaration des sinistres, transmission des pièces, paiement des primes. Elles sont de ce fait opposables à tous les **Coassureurs**.

Il est cependant spécifié que les modifications du **Montant des Garanties** et de la prime doivent être demandées tant à la **Société Apéritrice** qu'aux **Coassureurs** et expressément acceptées par chacun.

De leur côté, les **Coassureurs** donnent tous pouvoirs à la **Société Apéritrice** pour gérer en leur nom le présent contrat et conviennent de lui confier le soin d'encaisser les primes et d'en donner quittance, d'acquitter auprès du Trésor les taxes afférentes aux dites primes, de recevoir les déclarations de sinistres, d'instruire, transiger et régler tous sinistres, poursuivre tous procès, exercer tous recours sans que la **Société Apéritrice** puisse encourir une responsabilité quelconque vis-à-vis des **Coassureurs** du fait de ses attributions.

Le montant de l'indemnité due en cas de sinistre par chaque **Coassureur** est centralisé par la **Société Apéritrice** ou une personne désignée par elle aux fins de versement de cette indemnité à l'**Assuré**.

La **Société Apéritrice** ou le **Souscripteur** ont la faculté de résilier le contrat conformément aux conditions prévues par le **Contrat de 1^{ère} ligne** et moyennant le préavis de résiliation mentionné au Point 4 des Conditions Particulières, pour la totalité du contrat et de la coassurance sauf en cas de résiliation à l'initiative :

- du **Souscripteur**, de la part détenue par la **Société Apéritrice** ou de celle d'un ou plusieurs autres **Coassureurs** du contrat, en leur notifiant individuellement sa décision et en leur précisant qu'elle concerne leur part ;

- d'un **Coassureur**, de sa part, cette résiliation n'ayant d'effet que dans la limite de cette seule part.

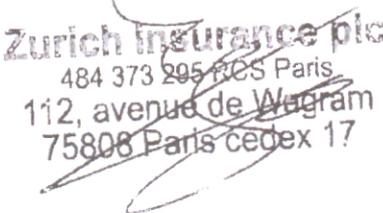
ENGAGEMENT DE COASSURANCE

Pour déterminer les parts de primes et le montant des parts en cas de sinistre, seules les parts ci-dessous en euros font foi.

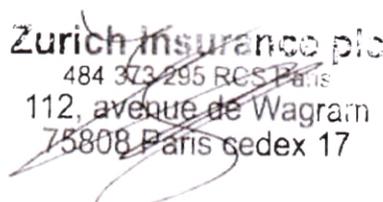
Assureur	Part	Cachet et signature	N° de Contrat
SOCIETE APERITRICE			
Zurich Insurance Plc	20 000 000 € 40%	 Zurich Insurance plc 484 373 205 RCS Paris 112, avenue de Wagram 75808 Paris cedex 17	7400030843
COASSUREUR			
AIG Europe Limited	15 000 000 € 30%	AIG Europe Limited , société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n° 01486260 Siège Social : The AIG Building, 58 Fenchurch Street, London EC3M 4AB, United Kingdom Capital Social : 197 118 478 £ Succursale pour la France Tour CB21 - 16 place de l'Île 92400 COURBEVOIE Adresse Postale : Tour CB21 - 92040 Paris La Défense Cedex Téléphone : +33 1.49.02.42.22 - Facsimile : +33 1.49.02.44.04 R. C. S / Nanterre 752 962 540	2.600.129

ENGAGEMENT DE COASSURANCE

Pour déterminer les parts de primes et le montant des parts en cas de sinistre, seules les parts ci-dessous en euros font foi.

Assureur	Part	Cachet et signature	N° de Contrat
SOCIETE APERITRICE			
Zurich Insurance Plc	20 000 000 € 40%	 Zurich Insurance plc 484 373 295 RCS Paris 112, avenue de Wagram 75808 Paris cedex 17	7400030843
COASSUREUR			
Allianz Global Corporate & Specialty SE	10 000 000 € 20%	 Allianz  Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France Cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Defense 487 424 608 RCS Nanterre	SEFRF00045817

Pour déterminer les parts de primes et le montant des parts en cas de sinistre, seules les parts ci-dessous en euros font foi.

Assureur	Part	Cachet et signature	N° de Contrat
SOCIETE APERITRICE			
Zurich Insurance Plc	20 000 000 € 40%	 Zurich Insurance plc 484 373 295 RCS Paris 112, avenue de Wagram 75808 Paris cedex 17	7400030843
COASSUREUR			
HCC International Insurance Company Plc	5 000 000 € 10%	 TOKIO MARINE HCC SPANISH BRANCH TORRE DIAGONAL MAR JOSEP PLA 2, PLANTA 10 08019 BARCELONA	17G190690002

CNP ASSURANCES



INTERMEDIAIRE : MARSH
CODE : B70011
SOUSCRIPTEUR : CNP ASSURANCES

DATE D'EFFET DE L'AVENANT : 1^{er} MARS 2018

AVENANT N°1 DE PROROGATION

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que :

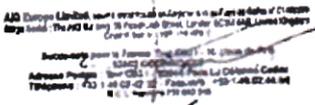
1. Le présent contrat est prorogé du 1^{er} MARS 2018 au 1^{er} JUILLET 2018.
2. La période du 1^{er} MARS 2017 au 1^{er} JUILLET 2018 constitue une seule et même période d'assurance.
3. Il est perçu au titre du présent avenant un complément de prime d'un montant de 89 394,13 EUR (hors frais et taxes, y compris commission de courtage de 6,5245%).

IL N'EST PAS AUTREMENT DEROGÉ AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU PRÉSENT CONTRAT.

Fait à Paris, le 1er mars 2018

Souscripteur	Société Apéritrice
<p>CNP Assurances SA</p>  <p>Signature et cachet commercial</p>	<p>Zurich Insurance Plc (Part 20 000 000 € soit 40%)</p> <p>Zurich Insurance plc 484 373 295 RCS 112, avenue de Wagram 75808 Paris cedex 17</p>  <p>Signature et cachet commercial</p>

ENGAGEMENT DE COASSURANCE

Coassureur	Part	Cachet et signature	N° de Contrat
AIG Europe Limited	15 000 000 € 30%		2.600.129
Allianz Global Corporate & Specialty SE	10 000 000 € 20%		FRF00045817
HCC International Insurance Company Plc	5 000 000 € 10%		17G190690002

INTERMEDIAIRE : **MARSH**
CODE : **MARS0044**
SOUSCRIPTEUR : **CNP ASSURANCES**
POLICE N° : **FRCYNA20819**
DATE D'EFFET DE L'AVENANT : **1^{er} MARS 2018**

AVENANT N°1 DE PROROGATION

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que :

1. Le présent contrat est prorogé du **1^{er} MARS 2018** au **1^{er} JUILLET 2018**.
2. La période du **1^{er} MARS 2017** au **1^{er} JUILLET 2018** constitue une seule et même *période d'assurance*.
3. Il est perçu au titre du présent avenant un complément de prime d'un montant de **73 303,19 Euros** (hors frais et taxes, y compris commission de courtage de 6,5245%).

IL N'EST PAS AUTREMENT DEROGE AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU PRESENT CONTRAT.

Fait à Paris, le 14 mars 2018

**POUR LE SOUSCRIPTEUR
SIGNATURE ET CACHET COMMERCIAL**

POUR LA COMPAGNIE

Chubb European Group Limited,
 compagnie d'assurance de droit anglais sise 100 Leadenhall Street, London, EC3A 3BP, immatriculée sous le numéro 1112892 et dont la succursale pour la France est sise Le Colisée, 8, avenue de l'Arche à Courbevoie (92400), numéro d'identification 450 327 374 R.C.S. Nanterre.
 Chubb European Group Limited est soumise aux contrôles de la Prudential Regulation Authority PRA (20 Moorgate, London EC2R 6DA, Royaume Uni), et de la Financial Conduct Authority FCA (25 The North Colonnade, Canary Wharf, Londres E14 5HS, Royaume Uni).

CNP ASSURANCES



INTERMEDIAIRE : MARSH
CODE : CECA0003
SOUSCRIPTEUR : CNP ASSURANCES

DATE D'EFFET DE L'AVENANT : 1^{er} MARS 2018

AVENANT N°1 DE PROROGATION

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que :

1. Le présent contrat est prorogé du 1^{er} MARS 2018 au 1^{er} JUILLET 2018.
2. La période du 1^{er} MARS 2017 au 1^{er} JUILLET 2018 constitue une seule et même *période d'assurance*.
3. Il est perçu au titre du présent avenant un complément de prime d'un montant de 103 697,20 Euros (hors frais et taxes, y compris commission de courtage de 6,5245%).

IL N'EST PAS AUTREMENT DEROGÉ AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU PRÉSENT CONTRAT.

Fait à Paris, le 23 février 2018

**POUR LE SOUSCRIPTEUR
SIGNATURE ET CACHET COMMERCIAL**

POUR LA COMPAGNIE

XL Insurance Company SE
représentée par XL Catlin Services SE
siège sociale française

TRANSLATION FROM FRENCH

TRANS/9445/RI

THIS TRANSLATION IS FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND THE LANGUAGE OF THE ORIGINAL DOCUMENT TAKES PRECEDENCE

CNP ASSURANCES

XL Header

INTERMEDIARY : MARSH
CODE : XXXX
POLICYHOLDER : CNP ASSURANCES

EFFECTIVE DATE OF ENDORSEMENT : 1 MARCH 2018

EXTENSION ENDORSEMENT No. 1

By mutual agreement between the parties, it is agreed that:

1. This policy shall be extended from **1 MARCH 2018** to **1 JULY 2018**.
2. The period from **1 MARCH 2017** to **1 JULY 2018** shall constitute one and the same *Period of Insurance*.
3. An additional premium shall be payable in respect of this endorsement in the sum of **EUR 103,697.20** (excluding fees and taxes and including brokerage of 6.5245%).

THE CLAUSES AND CONDITIONS OF THIS POLICY REMAIN OTHERWISE UNCHANGED.

Drawn up in Paris on 25 January 2019

**FOR AND ON BEHALF OF THE POLICYHOLDER
SIGNATURE AND COMPANY STAMP**

**FOR AND ON BEHALF OF THE
COMPANY**

XL Insurance Company SE Policy No. FR00010859EO17A - Endorsement 1- CYBER - effective 01/03/2018

THIS TRANSLATION IS FOR INFORMATION PURPOSES ONLY AND THE LANGUAGE OF THE ORIGINAL DOCUMENT TAKES PRECEDENCE

CNP ASSURANCES

XL

INTERMEDIARY : MARSH
CODE : CECA0003
POLICYHOLDER : CNP ASSURANCES

EFFECTIVE DATE OF ENDORSEMENT : 1 JULY 2018

RENEWAL ENDORSEMENT No. 2

The purpose of this endorsement is to make the following amendments to the policy.

By mutual agreement between the parties, it is agreed that:

1. This policy shall be renewed for the period from **1 JULY 2018** to **30 JUNE 2019** inclusive.
2. Paragraph II "LIMITS OF LIABILITY" set out in the Particular Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following paragraph:

EUR 25,000,000 per **Period of Insurance**
(Total limit of liability, including in the case of an international programme)

Sub-limits per **Period of Insurance**:

- Risk mitigation costs (clauses 1.2 and 1.3): 10% of the limit of liability, i.e. a maximum of EUR 2,500,000
- Insureds' assessors' costs (clause 1.2 and 6.2): EUR 150,000

THE FOLLOWING SHALL BE EXCLUDED UNDER THIS POLICY:
ANY **LOSS** RESULTING FROM AN **ACCIDENTAL EVENT**,
COVER FOR PCI-DSS PENALTIES (AS DEFINED IN 1.5 OF THE SPECIAL
CONDITIONS).

3. Paragraph IV "ANNUAL PREMIUM" set out in the Particular Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following paragraph:

- excluding fees and taxes
 - excluding brokerage
- EUR 304,500

4. Article 1.1 "Business interruption cover" set out in Chapter 1. "SUBJECT-MATTER OF THE NON-LIABILITY COVERS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

The Insurer shall bear:

- loss of **Gross Profit** sustained by the **Insured**, and
- loss of **Net Insurance Income** sustained by the **Insured**, and
- **Increased Costs of Working** incurred by the **Insured** following a **Cyber-attack** or a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

These covers shall also apply following a voluntary interruption of the **Insured's Computer System**:

- if such interruption is determined by an **Administrative Authority**, or
- if such interruption is deemed reasonable to limit the **Financial Impact**.

5. Article 1.2 "Costs cover" set out in Chapter 1. "SUBJECT-MATTER OF THE NON-LIABILITY COVERS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

The **Insurer** shall bear all **Expenses** incurred by the **Insured** following a **Cyber-attack** discovered during the **Period of Insurance** provided that the purpose of incurring such **Expenses** is to:

- identify and assess a **Cyber-attack**, or
- restore the **Insured's Computer System** to the state it was in prior to the **Loss**, or
- maintain operation of the **Insured's Computer System**, or
- reinstate damaged **Data**.

The **Insurer** shall bear the "insureds' assessors' costs", i.e. the fees for assessors and/or auditors, and/or private investigators appointed by the **Insured** to assess the losses on its behalf arising from an insured **Loss**, and to determine how it occurred, subject to the limit set out in Paragraph II "LIMIT OF LIABILITY" set out in the Particular Conditions of the policy.

The following shall also be covered, subject to the **Insurer's** prior written agreement,

- extraordinary costs incurred by the **Insured** other than those already defined above,
- **Expenses**, the purpose of which is to develop and/or implement a communications strategy aimed at mitigating any damage to the **Insured's** reputation, including the notification of a **Breach of Confidentiality of Personal Data** in the absence of any legal or regulatory obligation to do so,
- **Expenses** incurred in respect of any counsel responsible for providing legal assistance in order to:
 - o comply with a legal obligation, or
 - o comply with an injunction by an **Administrative Authority**.
- mitigation costs, which are costs incurred in order to prevent or limit the **Insured's** liability, subject to the limit stipulated in Paragraph II "LIMIT OF LIABILITY" set out in the Particular Conditions of the policy.

6. Article 1.3 "Cover specific to the protection of Personal Data" set out in Chapter 1. "SUBJECT-MATTER OF THE NON-LIABILITY COVERS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

The **Insurer** shall bear all **Expenses** incurred by the **Insured** within the framework of any legal or regulatory obligation arising from a **Breach of Confidentiality of Personal Data** discovered during the **Period of Insurance**.

The following shall also be covered, subject to the **Insurer's** prior written agreement:

- **Expenses**, the purpose of which is to develop and/or implement a communications strategy aimed at mitigating any damage to the **Insured's** reputation,
- **Expenses** incurred in order to detect and monitor any possible misuse of **Personal Data**,
- **Expenses** incurred in respect of any counsel responsible for providing legal assistance.
- mitigation costs, which are costs incurred in order to prevent or limit the **Insured's** liability, subject to the limit stipulated in Paragraph II "LIMIT OF LIABILITY" set out in the Particular Conditions of the policy.

7. Article 16 "Increased costs of working" set out in Chapter 3. "DEFINITIONS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

Any **Expenses** incurred by the **Insured** with the aim of reducing or preventing a loss of **Gross Profit** or a loss of **Net Insurance Income**.

This shall include, in particular, costs incurred to absorb the backlog.

However, such indemnity may not exceed that which would have been granted as compensation for loss of **Gross Profit** or loss of **Net Insurance Income** which would have been covered, had such **Expenses** not been incurred.

8. Article 20 "Indemnity period" set out in Chapter 3. "DEFINITIONS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

In respect of cover 1.1 "Business interruption cover": 12 months reckoned from the time when the **Loss** causes an impact;

In respect of covers 1.2 "Costs cover" and 1.3 "Cover specific to the protection of Personal Data": 12 months reckoned from the date on which the **Insured** discovered the **Cyber-attack**.

9. Article 24 "Personal Data Regulations" set out in Chapter 3. "DEFINITIONS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

Any legislation or regulations relating to the protection of Personal Data, and, in particular, European Regulation No. 2016/679 ("GDPR").

10. Article 2 "NON-COMPLIANCE WITH LAWS AND REGULATIONS" set out in Chapter 4. "EXCLUSIONS" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

ANY LOSS RESULTING FROM THE DELIBERATE BREACH ON THE PART OF THE INSURED OF LAWS OR REGULATIONS.

Nevertheless, **Defence Costs** shall be paid on account until it has been established by a court decision which may not be appealed or acknowledged by the **Insured** that it has committed such deliberate breach of laws and regulations.

11. Article 6.2 "Appointment of the loss assessor (relates only to the "loss assessor's costs" under clause 1.2) set out in Chapter 6. "LOSSES" of the Special Conditions of the policy shall be deleted and replaced by the following Article:

6.2. Insureds' assessors' costs

The **Insured** shall be free to select the "Insured's assessor". The **Insurer** must be notified of the selected assessor as soon as possible after the **Loss** has been notified to the **Insurer**. The **Insurer** shall cover the costs of such "insured's assessors" selected by the **Insured** following a **Loss**, provided such reimbursement does not exceed the limit stated in the Particular Conditions or the amount which has actually been paid to the Assessors.

THE CLAUSES AND CONDITIONS OF THIS POLICY REMAIN OTHERWISE UNCHANGED.

Drawn up in Paris on 25 janvier 2019

**FOR AND ON BEHALF OF THE POLICYHOLDER
SIGNATURE AND COMPANY STAMP**

**FOR AND ON BEHALF OF
THE COMPANY**